

Identification des opportunités d'investissement pour des institutions financières dans la province du KATANGA



ÉTUDE DE MARCHÉ : Lubumbashi – Kalemie – Kolwezi

Sommaire

Liste des tableaux	2
Liste des graphiques.....	2
Liste des abréviations et sigles	3
Résumé.....	4
Contexte & Objectifs de l'étude.....	6
Méthodologie d'étude	6
Présentation de la Province du Katanga.....	7
<i>Lubumbashi, la Capitale du Cuivre</i>	11
<i>Kalemie, ville portuaire</i>	14
<i>Kolwezi, ville-carrière, ville d'avenir</i>	17
La demande en services financiers	20
L'offre en services financiers.....	27
Opportunités d'investissement	31
Coûts de l'implantation	32

Liste des tableaux

<u>Tableau 1</u> :	Valeur de l'économie de la Province du Katanga en 2010 en millions FC	9
<u>Tableau 2</u> :	Production exportée de la Province du Katanga.....	10
<u>Tableau 3</u> :	Quelques chiffres clés sur la Province	10
<u>Tableau 4</u> :	Principaux Marchés de Lubumbashi.....	11
<u>Tableau 5</u> :	Coûts de quelques produits et services à Lubumbashi.....	14
<u>Tableau 6</u> :	Coûts de quelques produits et services à Kalemie.....	16
<u>Tableau 7</u> :	Coûts de quelques produits et services à Kolwezi	18
<u>Tableau 8</u> :	Répartition des promoteurs par ancienneté d'entreprise.....	20
<u>Tableau 9</u> :	Répartition des entreprises par domaine et par ville pour l'ensemble du Katanga.....	22
<u>Tableau 10</u> :	Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers.....	25
<u>Tableau 11</u> :	Taux d'obtention du crédit.....	26
<u>Tableau 12</u> :	Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers.....	26
<u>Tableau 13</u> :	Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers.....	27
<u>Tableau 14</u> :	Localisation des principales institutions financières présentes.....	27
<u>Tableau 15</u> :	Données du portefeuille de quelques institutions financières à Lubumbashi à fin 2013.....	28
<u>Tableau 16</u> :	Caractéristiques du crédit aux PME	29

Liste des graphiques

<u>Figure 1</u> :	Relations entre les 3 catégories d'acteurs de l'économie locale	12
<u>Graphique 1</u> :	Répartition des promoteurs par tranche d'âge.....	20
<u>Graphique 2</u> :	Répartition des MPME suivant le niveau d'instruction	20
<u>Graphique 3</u> :	Répartition des MPME suivant la nature des documents d'existence.....	21
<u>Graphique 4</u> :	Répartition des MPME suivant le domaine d'activité.....	21
<u>Graphique 5</u> :	Répartition des MPME par catégorie au niveau de la Province du Katanga.....	21
<u>Graphique 6</u> :	Répartition des MPME par ville et par catégorie.....	22
<u>Graphique 7</u> :	Répartition par catégorie des MPME suivant la tenue d'une comptabilité.....	22
<u>Graphique 8</u> :	Répartition des MPME par type de fournisseurs.....	23
<u>Graphique 9</u> :	Evolution des recettes au cours d'une année	23
<u>Graphique 10</u> :	Contraintes à la croissance des MPME	23
<u>Graphique 11</u> :	Fréquence des motifs de la non-demande de crédit.....	24
<u>Graphique 12</u> :	Répartition des MPME suivant la nature du financement et les sources de crédit.....	24
<u>Graphique 13</u> :	Niveau de la demande de crédit	25
<u>Graphique 14</u> :	Répartition des MPME suivant la nature et le montant des investissements envisagés	25
<u>Graphique 15</u> :	Saisonnalité du besoin de crédit	25
<u>Graphique 16</u> :	Notoriété de quelques banques	29
<u>Graphique 17</u> :	Notoriété de quelques structures de microfinance	29

Liste des abréviations et sigles

COHYDRO :	Congolaise des Hydrocarbures
DGDA :	Direction Générale de Douanes et Accises
DGRKAT :	Direction Générale de Recettes du Katanga
DGI :	Direction Générale des Impôts
FEC :	Fédération des Entreprises du Congo
GCM :	Générale des Carrières et des Mines (“Gécamines”) GCM/Ouest → Kolwezi, GCM/Centre → Likasi, GCM/Sud → Lubumbashi
GRELKA :	Grands Elevages de Katongola
INS :	Institut National de la Statistique
INSS :	Institut National de Sécurité Sociale
MPME :	Micro, Petite et Moyenne Entreprise
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
PME :	Petite et Moyenne Entreprise
PMEA :	Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat
RVA :	Régie de Voies Aériennes
SNCC :	Société Nationale de Chemins de Fer du Congo
TMB :	Trust Merchant Bank
UMHK :	Union Minière du Haut-Katanga
USD :	Dollar américain

Résumé

Le FPM, Fonds pour l'inclusion financière en République Démocratique du Congo, contribue à la réduction de la pauvreté en RDC en favorisant le développement d'une offre durable de services financiers accessibles aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et aux ménages à faibles revenus.

La promotion des services financiers suppose aussi la facilitation de l'implantation des institutions financières dans les zones peu ou mal desservies. Pour ce faire, le FPM réalise des études de marché pour mettre à la disposition des acteurs du secteur financier un ensemble d'informations détaillées et pertinentes pouvant leur permettre de prendre des décisions judicieuses.

L'étude de marché dans la province du Katanga (suivant l'ancien découpage territorial) entre dans cette logique et avait pour finalité l'identification des besoins des MPME (la demande), l'appréciation des produits disponibles (l'offre) et la détermination du gap qui pourrait donner lieu à l'implantation de nouveaux prestataires de services et/ou au développement de nouveaux produits.

Elle a été conduite entre mai et juin 2015 et a porté sur 903 MPME réparties entre 3 villes ciblées : 567 à Lubumbashi, 197 à Kalemie et 139 à Kolwezi. Au terme de cette étude, les principaux résultats se présentent comme suit :

► La Province du Katanga et son environnement

La province du Katanga occupe la partie Sud-Est de la République Démocratique du Congo (RDC) avec une superficie de 496 877 Km², soit 21,2 % du territoire national. Elle a une population estimée en 2015 à 11 627 205 habitants.

La Province a une vocation minière : le Katanga regorge d'importants gisements de cuivre à haute teneur et renferme une grande diversité de minerais, ce qui fait d'elle, la province la plus exploitée dans le secteur minier en RDC. Il est à noter la quasi dépendance de l'économie de la province vis-à-vis du secteur minier au détriment des autres secteurs productifs. L'économie est extravertie en ce sens qu'elle dépend essentiellement de l'extérieur pour ses besoins de consommation en produits manufacturés et agro-alimentaires, conséquence de l'insuffisance de l'industrialisation, du déclin du secteur agro-pastoral et de la pêche.

Cependant, la Province dispose d'autres ressources et infrastructures pour son développement :

- Le Katanga dispose du réseau ferroviaire le plus développé du pays avec 2 469 km de voie ferrée reliant non seulement les principaux centres de la Province mais aussi le Katanga aux provinces du Maniema, du Kasai Occidental et du Kasai Oriental.
- Le réseau routier totalise 18 609 km de routes nationales et le transport fluvial peut se faire sur 925 km.
- Le potentiel agricole de la province est énorme : 15 millions d'hectares (30% de la superficie de la province) dont seulement 3 sont exploités.
- Le Katanga possède aussi près de 2 millions d'hectares appropriés à l'élevage de gros bétail en système ranching pour la production de la viande et du lait.
- La Province a une hydrographie impressionnante de par ses ramifications : 6 plans d'eau essentiels avec près de 270 000 pêcheurs.

Mais, il se dégage un paradoxe : malgré ses immenses ressources, la Province a une population plongée dans une pauvreté assez importante qui se situe légèrement en dessous de la moyenne nationale. L'incidence de la pauvreté monétaire au Katanga en 2012 est de 66,6% au niveau des individus et de 59,3% au niveau des ménages. La pauvreté des conditions de vie touche 51,5% des ménages et 52,4% des individus.

En guise d'aperçu sur le pouvoir d'achat des Katangais, la moyenne de la consommation annuelle au niveau des ménages est de 1 595 USD et les dépenses par tête s'élèvent à 320 USD. La décomposition de ces postes de dépenses indique que 62% des dépenses sont consacrées à l'alimentation, 12% au logement, et 4% à l'ameublement.

► Les MPME et leur demande en produits et services financiers

- La répartition des promoteurs par tranches d'âge indique que 31% sont de la tranche d'âge de 25 à 34 ans et 42% ont entre 35 et 44 ans.
- Environ le quart des promoteurs ont un niveau universitaire et seuls 2% n'ont aucune forme d'instruction. Le niveau d'instruction des promoteurs dans le Katanga est nettement plus relevé que dans d'autres provinces dans lesquelles des études similaires ont été faites (Etudes de marché conduites au Bandundu, Equateur, Province Orientale et Maniema).
- Les entreprises du Katanga ont un niveau de formalisation très élevé par rapport à d'autres provinces de la RDC : plus de deux tiers des entreprises disposent de la patente et environ

un tiers dispose du registre de commerce, ce qui lève la première barrière d'accès au financement (formalisation).

- En ce qui concerne les activités menées par les entreprises de la province du Katanga, il ressort que plus de 82% interviennent dans le Commerce, 12% dans les services à 12% et 6% dans la manufacture. Ce taux extrêmement élevé d'activités commerciales confirme l'extraversion de l'économie locale, elle-même structurée autour des activités minières.
- La répartition des entreprises rencontrées s'est faite en 5 catégories suivant sur le niveau du chiffre d'affaire annuel : Micro 1 à 50 000 USD, Petite 50 001 à 100 000 USD, Moyenne (1) 100 001 à 400 000 USD, Moyenne (2) 400 001 à 1 000 000 USD, et Grande, plus de 1 000 000 USD. Suivant cette catégorisation, les entreprises enquêtées se répartissent comme suit : 71% de Micro entreprises, 15% de Petites, 12% de Moyenne 1, 2% de Moyenne 2 et 0,4% de Grandes entreprises.
- Près d'une entreprise sur trois est en relation avec des fournisseurs étrangers. La Province ayant des frontières internationales (Angola, Zambie, Tanzanie), 47% s'approvisionnent à partir de la Tanzanie, 28% de la Zambie, 11% des Emirats Arabes Unis (Dubai), 9% de la Chine.
- 88,9% des MPME de la Province déclarent n'avoir jamais essayé d'obtenir un crédit dans une institution financière et presque le tiers des promoteurs estiment ne pas en avoir besoin.
- 80% des MPME se financent sur fonds propres. Seules 7% ont recours au crédit. Parmi ces dernières, environ 30% s'adressent aux banques et presque 69% aux structures de microfinance.
- En ce qui concerne les montants, plus de 50% des promoteurs envisagent investir entre 1 000 et 10.000 USD. C'est pour le capital circulant qu'ils sont nombreux à prévoir des investissements compris entre 10 000 et 50 000 USD.

► L'offre de produits et services financiers

- La plupart des institutions financières opérant dans la province du Katanga sont implantées à Lubumbashi et Kolwezi. Mais certaines banques ont des agences et/ou points de services dans d'autres entités territoriales de la Province telles que : Dilolo, Fungurume, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kilwa, Kongolo, Likasi, Pweto. 10 banques commerciales sont installées dans la province contre 3 structures de microfinance ; ces dernières sont relativement moins nombreuses en comparaison avec les provinces de Kinshasa, Sud Kivu et Nord Kivu.

- En ce qui concerne l'accessibilité des produits et services financiers aux MPME, le montant minimal de crédit commence à 5000 USD au niveau de quelques banques et de 10000USD au niveau de la plupart des banques présentes.
- Au niveau des banques, les services les plus sollicités par les clients sont les lignes de crédit et les découverts. Des crédits classiques sont octroyés avec des maturités pouvant aller à 3 ans.
- Au niveau des structures de microfinance, l'encours de crédit a connu un accroissement de 83,1%, passant de 888.967 USD en 2012 à 1.627.713 USD en 2013. (Rapport 2013 Microfinance de la BCC, publié en 2015).
- La BCDC est la plus connue avec 69% des personnes interrogées. En ce qui concerne l'utilisation, c'est par contre TMB qui vient en tête avec 17% des personnes interrogées, suivie de RAWBANK avec 13%, puis de la BIAC avec 6%. La BCDC et ProCredit occupent les 4ème et 5ème rangs avec 3,3% et 1,5%.
- En ce qui concerne les institutions de microfinance, FINCA détient 89,3% de part de marché tandis que Tujenge et Hope, se partagent 10,7%.

► Gap entre la Demande et l'Offre

Le marché des MPME est à la fois saturé et vierge. L'offre existe en terme de présence des institutions financières mais lors qu'on compare le portefeuille des institutions présentes à l'effectif de MPME opérationnelles et à la demande potentielle, on se rend compte que le marché est vierge.

Un bon comportement de remboursement s'observe : selon le rapport d'activités 2013 de la BCC, le PAR a un « bon niveau » et s'est fixé à 4,1% pour l'ensemble des institutions du système financier décentralisé de la province du Katanga.

Plusieurs marchés intéressants pour la microfinance ne sont pas couverts, laissant ainsi le champ libre aux structures informelles ; c'est le cas des localités de Fungurume, Kalemie, Kasumbalesa, Likasi et Dilolo. A Lubumbashi, certaines communes à forte activité économique ne sont pas couvertes directement par les structures financières (agences).

Les institutions financières ont donc une opportunité pour développer quantitativement et qualitativement leurs portefeuilles.

Principales sources documentaires :

- *Rapport Enquête 1-2-3 de 2012, INS, septembre 2014*
- *Rapport d'activités de la Microfinance 2013, BCC*
- *Cadrage macro-économique, février 2011*

Contexte & Objectifs de l'étude

Le FPM, Fonds pour l'inclusion financière en République Démocratique du Congo, contribue à la réduction de la pauvreté en RDC en favorisant le développement d'une offre durable de services financiers accessibles aux Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et aux ménages à faibles revenus. Il apporte une assistance technique et financière aux Institutions Financières Partenaires servant les MPME.

La promotion des services financiers suppose aussi la facilitation de l'implantation des institutions financières dans les zones peu ou mal desservies. Pour ce faire, le FPM ASBL réalise des études de marché pour mettre à la disposition des acteurs du secteur financier intéressés à investir dans le financement des MPME ou à s'étendre dans d'autres régions du pays un ensemble d'informations détaillées et pertinentes pouvant leur permettre de prendre des décisions judicieuses.

Après les études réalisées dans les provinces de Bandundu, les deux Kasai, l'Equateur, le Maniema, le Sud Kivu, Province Orientale, le FPM ASBL continue cette série avec une étude de marché dans la province du Katanga (suivant l'ancien découpage territorial).

Cette étude, conduite entre mai et juin 2015, avait pour finalité l'identification des besoins des MPME (la demande), l'appréciation des produits disponibles (l'offre) et la détermination du gap qui pourrait donner lieu à l'implantation de nouveaux prestataires de services et/ou au développement de nouveaux produits. Quatre principaux objectifs étaient poursuivis :

- i) Réaliser une brève analyse de l'environnement social, géographique, politique, économique et financier en rapport avec les décisions d'investissement.
- ii) Faire une analyse détaillée et approfondie de la demande globale et solvable des MPME pour les produits et services financiers.
- iii) Evaluer de façon détaillée l'offre actuelle des services et des produits financiers aux MPME
- iv) Analyser le gap de financement, des contraintes et des opportunités d'investissement.

Le présent rapport d'étude s'est articulé autour de ces quatre axes. Les résultats y sont présentés, chaque fois que possible, suivant les catégories d'entreprise, avec un focus sur les MPME, exception faite des grandes entreprises.

Méthodologie d'étude

La mission a débuté par une analyse documentaire approfondie ayant permis d'obtenir des informations tant quantitatives que qualitatives pertinentes et nécessaires à une bonne connaissance de la dynamique économique de la Province du Katanga.

Sur le terrain, la mission a rencontré les différents acteurs susceptibles d'apporter des informations utiles à la compréhension du contexte d'intervention des MPME et sur la problématique du financement dans la province. Il s'agit de : autorités administratives locales, responsables de structures publiques y compris les services d'impôts et de douanes, universités, prestataires de services techniques, institutions financières (banques, coopératives, mutuelles), et associations.

L'étude a porté sur **903 MPME réparties entre les 3 villes ciblées : 567 à Lubumbashi, 197 à Kalemie et 139 à Kolwezi**. Quatre outils ont été élaborés :

1. Questionnaire d'enquête, utilisé exclusivement au niveau des MPME ;
2. Guide de discussion thématique de groupe, utilisé au niveau des MPME ;
3. Guide d'entretien avec les acteurs publics et les prestataires de services financiers ;
4. Fiche de données générales utilisée pour collecter des données au niveau des magasins et autres prestataires de services non financiers.

Au total, une équipe de 23 enquêteurs et modérateurs de discussions de groupe (focus groups) ont été mobilisés. Ils ont été recrutés et formés dans chaque ville et répartis sur le terrain suivant les subdivisions administratives locales (communes et quartiers). L'identification finale des MPME à enquêter s'est faite de façon aléatoire mais orientée pour tenir compte de la diversité des activités et de la concentration relative des MPME dans les trois localités d'étude. A Lubumbashi, un focus a été fait autour des MPME pour assurer la conformité avec la finalité de l'étude.

Les données recueillies ont été intégrées dans des bases de données sous SPSS et ont fait l'objet d'un traitement statistique. Ensuite, des croisements ont été réalisés pour affiner l'analyse et générer les tableaux et graphiques utiles pour répondre aux différentes questions de l'étude.

Dans l'élaboration du présent rapport, les transcriptions des divers entretiens de même que les observations directes faites sur le terrain ont été utilisées pour expliquer et enrichir les tendances ressorties du traitement des données quantitatives.

Présentation de la Province du Katanga¹

La province du Katanga occupe la partie Sud-Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et est entièrement logée dans l'hémisphère Sud.

Elle partage ses frontières avec la République d'Angola à l'Ouest, la Zambie au Sud et à l'Est, et la Tanzanie à l'Est. La province du Katanga est bornée par les provinces du Maniema et du Sud-Kivu au Nord, et par les deux Kasaï au Nord-ouest.

Avec une superficie de 496 877 Km², soit 21,2 % du territoire national, la Province du Katanga occupe la deuxième place après la Province Orientale.

La province du Katanga est constituée de trois (3) villes et quatre (4) districts ruraux. Les trois villes sont : Lubumbashi, Chef-lieu de Province, Likasi et Kolwezi qui a un statut particulier, en ce qu'elle est aussi un district urbano-rural (composé d'une ville et de deux territoires).

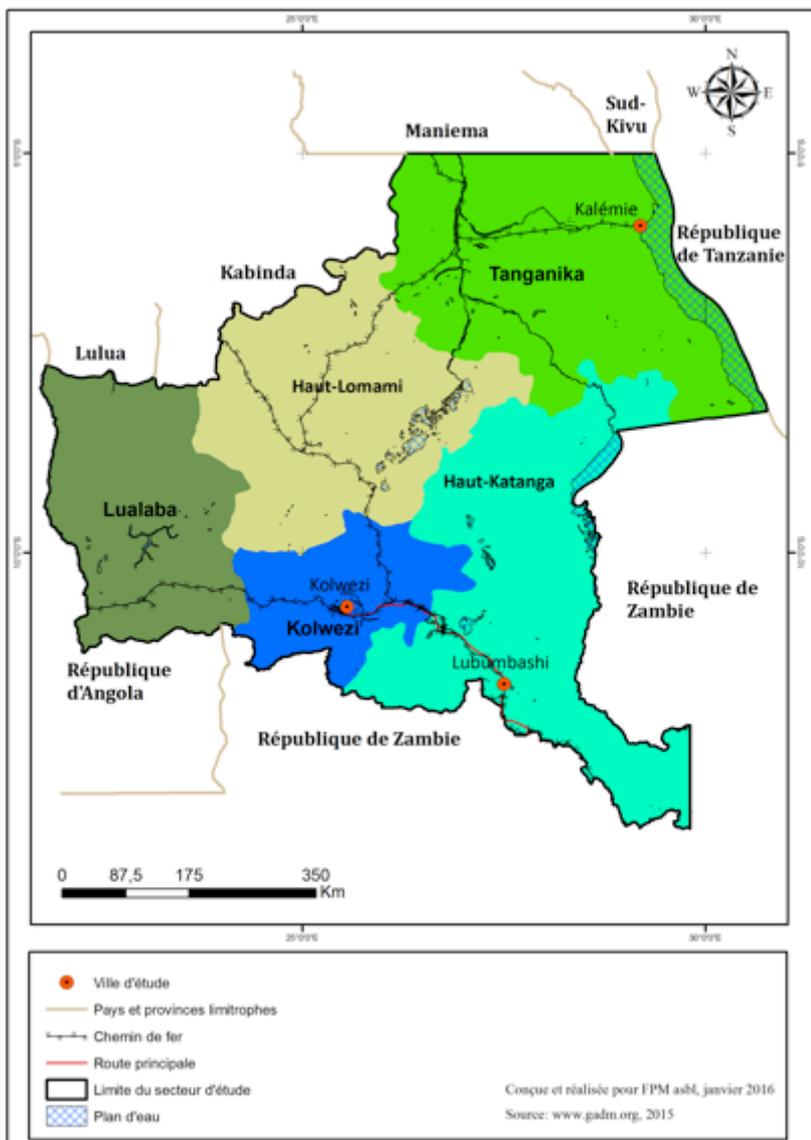
Les 4 Districts sont : le Lualaba (80 026 Km²) au Sud-ouest, le Haut-Katanga (131 059 Km²) situé dans la partie Sud de la province), le Haut-Lomami (108 204 Km²) et le Tanganyika (134 940 Km²) dans la partie Nord. **Ce sont ces districts qui ont été érigés en provinces selon le découpage territorial entré en vigueur en juillet 2015.** Dans sa configuration administrative antérieure, la province du Katanga

comprenait, outre les districts précités, 22 territoires, 13 communes, 27 cités rurales, 37 secteurs et 55 chefferies, 298 postes administratifs, 498 groupements et plus ou moins 7 700 villages.

Au Nord de la province, l'altitude moyenne est inférieure à 900m avec une température moyenne de 24°C ; les mois les plus froids sont juillet et août et les mois les plus chauds sont décembre et janvier. Sur les hauteurs du Sud, la température moyenne descend à moins de 20°C ; les températures les plus élevées s'observent entre septembre et octobre, période qui correspond au début de la saison des pluies, tandis que les températures les plus basses s'observent entre juin et juillet.

La diversité éco-climatique du Katanga lui confère des potentialités naturelles favorables au développement du secteur agricole. En effet, les activités agricoles de la province se déroulent dans trois grandes zones écologiques :

► Zone 1 : territoires de KAPANGA, KANIAMA, KABONGO, KONGOLO, KABALO et NYUNZU. Elle est caractérisée par une pluviométrie de 1 100 à 1 400 mm en moyenne par an avec deux saisons culturales par an, l'une allant de septembre à janvier et l'autre de janvier à juillet (mais le mois de février est relativement sec à cause de la petite saison sèche). La saison sèche (grande) couvre la période de mi-mai à mi-septembre. Cette zone possède un sol riche en matières organiques et propice pour l'agriculture.



¹ Au moment de la réalisation de la collecte de données en mai 2015, le découpage territorial n'était pas encore entré en vigueur. Ainsi, les références géographiques se sont basées sur l'ancien regroupement mais avec des références aux quatre nouvelles provinces nées de la subdivision de l'ancien Katanga.

- ▶ Zone 2 : cette zone a une topographie accidentée et on y trouve des sols alluvionnaires le long des cours d'eau et des vallées à haute potentialité agronomique (LUALABA, LUBUDI, Vallée de LUFIRA, DIKULUWE et ses affluents ainsi que KANDO). Cette vaste zone comprend l'hinterland minier (SAKANIA, KIPUSHI, KAMBOVE, LUBUDI, LUBUMBASHI, LIKASI, KOLWEZI) et s'étend vers BUKAMA, MALEMBA NKULU et MANONO. Avec une pluviométrie annuelle moyenne de 900 à 1 300 mm d'eau, elle n'a qu'une seule saison culturale : pendant la saison sèche qui dure 5 à 6 mois de fin avril à mi-octobre (à l'exception de KIPUSHI, SAKINA, LUBUMBASHI où les précipitations sont nulles ou insuffisantes au mois d'octobre et début décembre).
- ▶ Zone 3 : climat froid du type tempéré, chaud et humide en saison sèche (mai à septembre), sol sablonneux, très pauvre mais propice à la vocation pastorale. Cette zone couvre les territoires de LUBUDI, MITWABA, KASENGA, KALEMIE, et MOBA (sauf le Marungu où on rencontre quelques gîtes agricoles).

Selon les statistiques arrêtées par la Division Provinciale de l'Intérieur, la population de la Province du Katanga était estimée en 2009 à 10 248 267 habitants (dont 50,3% de femmes), soit une densité moyenne de 21 habitants au Km². Le taux annuel de croissance démographique est de 3,7% contre la moyenne nationale de 3,0%. Avec ce taux, la population du Katanga est estimée en 2015 à 11 627 205 habitants dont 35% vit dans l'hinterland minier. **Elle est très jeune : 61,65 % d'habitants ont moins de 20 ans, 51,21 % moins de 15 ans. La pyramide des âges présentant une base très élargie et un sommet très pointu indique à la fois une natalité élevée et une forte mortalité.**



Place SNCC à Lubumbashi

La province dispose du réseau ferroviaire le plus développé du pays avec 2 469 km de voie ferrée

reliant non seulement les principaux centres de la Province (Lubumbashi, Likasi, Kolwezi, Dilolo, Sakania, Bukama, Kamina, Kaniama, Kabongo, Kabalo, Kongolo et Kalemie), mais aussi le Katanga aux provinces du Maniema, du Kasai Occidental et du Kasai Oriental. Le siège de la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) est basé à Lubumbashi.

Le réseau routier totalise 18 609 km de routes nationales avec d'importants tronçons en bon état et parfaitement praticables. Le transport fluvial peut se faire sur 925 km (bief navigable).

Concernant le secteur énergétique, il est à noter l'insuffisance de l'offre de l'électricité due à la dépendance d'une seule source (l'hydroélectricité) et à la négligence des centrales hydroélectriques à vocation provinciale au profit de celle d'Inga. Il existe en effet dans la province plusieurs centrales hydroélectriques dont quatre centrales principales totalisant une puissance installée de 476 MW, soit une capacité moyenne annuelle de plus de 2 875 millions de kWh. Il s'agit de N'seke (260 MW) et Nzilo (108 MW) sur le Lualaba ; Mwadingusha (66 MW) et Koni (42 MW) sur la Lufira. La province du Katanga est connectée à une ligne haute tension à courant continu d'environ 1 700 kilomètres à partir du barrage d'Inga au Bas-Congo vers la station de conversion de Kolwezi (SCK) qui assure le soutirage d'environ 120 MW.

En considérant comme eau potable, celle provenant des robinets, des sources aménagées, des puits protégés, des forages et des bornes fontaines, on constate que 46,2% des ménages du Katanga ont accès à l'eau potable contre un pourcentage de 50,2% des ménages au niveau national en 2012².

L'économie de la province repose sur les secteurs essentiels suivants : l'agriculture, l'élevage, la pêche, les mines, l'industrie, l'énergie, les transports, le commerce et le tourisme (cf. importance relative de chaque secteur dans le tableau 1). **Il faut souligner l'extraversion de cette économie en ce qu'elle dépend essentiellement de l'extérieur pour ses besoins de consommation en produits manufacturés et agro-alimentaires, conséquence de l'insuffisance de l'industrialisation, du déclin du secteur agro-pastoral et de la pêche** (selon le Cadrage macro-économique, février 2011). Il en est de même des produits miniers qui ne sont pas transformés

² Rapport Enquête 1-2-3 de 2012, INS, septembre 2014 ; (1 : Emploi, 2 : Secteur informel, 3 : Consommation des ménages)

localement et qui trouvent des débouchés en dehors du pays.

Tableau 1 : Valeur de l'économie de la Province du Katanga en 2010 en millions FC

Libellé	Valeur	% du PIB
SECTEUR PRIMAIRE	4 463,099	78%
I. AGRICULTURE, PECHE et ELEVAGE	1 044,291	18%
1. Agriculture	940,823	16%
2. Pêche	73,619	1%
3. Elevage	29,848	1%
II. FORESTERIE	20,976	0%
III. MINES	3 397,831	60%
SECTEUR SECONDAIRE	547,490	10%
I. PRODUCTION INDUSTRIELLE	388,806	7%
II. PRODUCTION D'ELECTRICITE	61,739	1%
III. PRODUCTION D'EAU POTABLE	9,394	0%
IV. TP/INFRASTRUCTURES	87,549	2%
SECTEUR TERTIAIRE	695,721	12%
I. SERVICES MARCHANDS	655,057	11%
1. Commerce	387,055	7%
2. Transports	13,957	0%
3. Communications	11,613	0%
4. Tourisme, hôtels, restaurants	5,203	0%
5. Intermédiation financière	237,227	4%
6. Autres services	-	-
II. SERVICES NON MARCHANDS	40,664	1
PIB	5 706,311	100%

Source : Cadrage macro-économique, (Ministère du Plan et Banque Mondiale), février 2011

Il sied de signifier la **quasi dépendance de l'économie de la province vis-à-vis du secteur minier au détriment des autres secteurs productifs**. En effet, le Katanga regorge d'importants gisements de cuivre à haute teneur et renferme une grande diversité de minerais, ce qui fait du Katanga, la province la plus exploitée dans le secteur minier en RDC.

Le secteur minier au Katanga est composé de quatre catégories d'exploitants : (i) les sociétés minières avec titres miniers, (ii) les négociants, (iii) les fondeurs et (iv) les exploitants artisanaux.

Quatre entreprises publiques minières sont implantées au Katanga : (i) la Générale des Carrières et des Mines (Gécamines), (ii) l'Entreprise Minière de Kisenge-Manganèse (EMK-Mn), (iii) la Société Minière de Développement Industriel du Congo (SODIMICO) et (iv) Congo-Etain.

En dehors des entreprises publiques qui sont aussi en partenariat avec des privés, il convient de signaler aussi la présence de plusieurs opérateurs

miniers privés. La Division Provinciale des Mines a répertorié à fin 2010 :

- 6 opérateurs miniers détenteurs des Permis de Recherche ;
- 42 opérateurs ayant des Permis d'Exploitation ;
- 14 opérateurs détenant des Permis d'Exploitation de Petites Mines (PEPM) ;
- 6 opérateurs détenant des Permis d'Exploitation des Rejets (PER) ;
- 10 opérateurs détenant des Autorisations d'Exploitation de Carrières Permanentes (AECPP) ;
- 40 opérateurs détenant des Autorisations de Recherche des Produits de Carrières (ARPC) ;
- quelques opérateurs classés dans la catégorie "fondeurs" dont 33 en activités et 53 fermés. (Division Provinciale des Mines/Katanga).

Les difficultés d'exploitation des entreprises publiques minières ont conduit à la suppression de nombreux emplois incitant la population à s'adonner à l'exploitation minière artisanale incontrôlée qui a débouché sur des conflits persistants avec des entreprises minières évoluant dans le secteur formel suite à l'invasion de leurs concessions minières par les exploitants artisanaux.

Il convient de noter la fragilité manifeste du secteur minier, eu égard au caractère non renouvelable de ses ressources et aussi à la dépendance des cours des métaux définis par le marché international.

En ce qui concerne la dynamique entrepreneuriale, de plus en plus d'autochtones se constituent en entreprise. La FEC Katanga offre des services d'appui aux entreprises membres y compris des formations mais ces dernières sont payantes. La cotisation annuelle est de l'ordre de 500USD minimum pour les microentreprises.

Au cours de l'année 2010³, 90% des exportations de la province (estimées à 2 699 509 millions de FC) sont essentiellement constituées du cobalt (38%), du cuivre (23%), du commerce (10%), de la production industrielle informelle (8%), du coton (6%) et du manioc (5%). Les taux d'exportation du cobalt et du cuivre par rapport à la production de ces minerais sont respectivement de 90% et de 80%, ce qui n'est pas de nature à favoriser l'enrichissement de la province.

Au cours de la même année (2010), les importations de la province ont été principalement constituées d'alimentation et boissons non alcoolisées (69%), habillement et chaussures (15,2%), biens et services divers (5,0%), santé (3,9%), ainsi que les meubles, articles de ménages, gaz et entretien courant (3,4%)

³ Il n'a pas été possible de disposer de statistiques récentes

à concurrence de 92,5% de l'ensemble des importations. 90% des huiles végétales et matières grasses consommées par la population du Katanga sont aussi importées.

Tableau 2 : Production exportée de la Province du Katanga

Type de production	Valeur production 2010 (en millions FC)	Taux de consommation locale	Taux d'exportation	Taux de bénéfices restant dans la province
Cobalt	2 826 323	10%	90	40
Cuivre	1 939 644	20%	80	40
Commerce	1 488 673	70%	30	60
Production industrielle informelle	948 452	70%	30	80
Coton	533 587	60%	40	80
Manioc (cossette)	500 427	70%	30	90
Intermédiation financière	266 880	50%	50	50
BTP / Infrastructures	291 832	90%	10	90
Transports	76 766	50%	50	50
Brasserie	88 169	70%	30	70
Maïs	123 011	80%	20	70
Poissons fumés	32 753	40%	60	70
Poissons salés	31 652	60%	40	80
Ananas	125 776	90%	10	80
Haricots	50 711	80%	20	90
Divers	866 450	-	-	-

Source : Cadrage macro-économique, (Ministère provincial du Plan et Banque Mondiale), février 2011

La relance et la diversification de l'industrie agro-alimentaire et brassicole résorberaient l'importation des denrées alimentaires et boissons qui pèsent sur la balance commerciale de la Province. En effet, le maïs, principal aliment des populations de la province est l'une des denrées dont la production est déficitaire : en 2010, les besoins en maïs grain étaient estimés à 2 668 559 tonnes face à une production locale estimée à 497 849 tonnes. Ces mêmes besoins sont estimés en 2016 à 3 319 687 tonnes⁴.

Le potentiel agricole de la province est énorme : 15 millions d'hectares (30% de la superficie de la province) dont seulement 3 sont exploités. Le Katanga possède aussi près de 2 millions d'hectares appropriés à l'élevage de gros bétail en système ranching pour la production de la viande et du lait.

⁴ Source : Etat des lieux et opportunités d'investissement dans le secteur agricole au Katanga, MINAGRIPEL/KAT, novembre 2013

Mais parmi les grands domaines d'élevage existant dans ce système, seules la GRELKA et la PASTORALE DU HAUT LOMAMI sont opérationnelles et comptent respectivement 40 000 et 20 000 têtes.

Par ailleurs, le Katanga a une hydrographie impressionnante de par ses ramifications : 6 plans d'eau essentiels avec près de 270 000 pêcheurs (110 000 sur lac Tanganyika, 90 000 dans la dépression de Kamalondo, 45 000 dans le Complexe Luapula-Moero, 15 000 dans le Complexe Lufira-Kyangalele, 7 500 sur le lac de retenue Nzilo, 2 500 sur la rivière Lulua)⁵.

En considérant tout ce qui précède, il se dégage un paradoxe en ce que le Katanga ; malgré ses immenses ressources, la Province a une population plongée dans une pauvreté assez importante qui se situe légèrement en dessous de la moyenne nationale. En effet, **l'incidence de la pauvreté monétaire au Katanga en 2012 est de 66,6% au niveau des individus (59,3% au niveau des ménages) contre une incidence de 69,5% en 2005**, ce qui traduit un léger recul de cette forme de pauvreté. Quant à la pauvreté des conditions de vie, elle touche 51,5% des ménages et 52,4% des individus (*Rapport Enquête 1-2-3, INS, 2014*).

En ce qui concerne la consommation annuelle, la moyenne au niveau des ménages est de 1 595USD et les dépenses par tête s'élèvent à 320USD⁶. **La décomposition de ces postes de dépenses indique que 62% des dépenses sont consacrées à l'alimentation, 12% au logement, et 4% à l'ameublement.**

Tableau 3 : Quelques chiffres clés sur la Province

Superficie en Km ²	496877
Villes	3
Territoires	22
Secteurs	37
Cités rurales	27
Villages	7700
Population en 2015 (estimations)	11 627 205
Densité en 2015 (habitants par Km ²)	23,4
Prévalence du VIH/ SIDA (2014)	1,5%
Taux net de fréquentation scolaire	42,4%
Taux d'accès à l'eau potable	46,2%

Sources : Plan Quinquennal 2011-2015 et Rapport Enquête 1-2-3

⁵ Source : Etat des lieux et Opportunités d'investissement dans le secteur agricole au Katanga, MINAGRIPEL, novembre 2013

⁶ Dans le document source, ces montants ont été exprimés en FC (respectivement 1483534 FC et 297863 FC) ; ils ont été convertis au taux officiel de 1USD pour 930FC.

Lubumbashi, la Capitale du Cuivre

Surnommée la “capitale du cuivre” parce qu’elle abrite les bureaux officiels ou les sièges de très nombreuses entreprises minières, Lubumbashi est une ville fortement cosmopolite. A côté du français, le swahili reste la langue la plus parlée.

Deuxième ville de la République Démocratique du Congo sur le plan démographique avec une population estimée à 1 786 397 habitants (les Lushois), la ville s’étend sur une superficie de 747 km², ce qui lui donne une densité moyenne de l’ordre de 2 391 habitants/km² contre une densité de 1 163 habitants/km² observée à la ville de Kinshasa.

La ville est située en hauteur, à 1 230 mètres d’altitude, ce qui lui confère des températures plutôt fraîches ; la température moyenne étant de 20° C. Elle est marquée par un climat tropical à deux saisons : la saison sèche d’avril à octobre et la saison de pluie de novembre à mars avec une pluviométrie moyenne de 1 228 mm d’eau.

Fondée en 1910 par les belges sous le nom d’Élisabethville, la ville fut renommée Lubumbashi en 1965. Lubumbashi est aussi le nom d’une rivière du Haut-Katanga et un affluent de la rivière Kafubu prenant sa source au nord-ouest de la ville. Elle traverse l’ouest du territoire de Kipushi et la ville de Lubumbashi où elle se jette dans la Kafubu.

Lubumbashi est le chef-lieu de la province du Katanga. Elle est constituée de sept communes : commune Annexe (commune rurale), Kamalondo, Kampemba, Katuba, Kenya, Lubumbashi et Rwashi. La commune de Lubumbashi abrite le centre ville. La ville de Lubumbashi compte une trentaine de marchés dont les principaux sont : marché central (Rwashi), marché central de la Kenya, marché Mzée, marché Moïse, marché Katuba 2, marché Radem, marché Eureka, marché Zambia.

Tableau 4 : Principaux Marchés de Lubumbashi

Commune	Marchés
Annexe	Kalebuka, Météo, Deux, Karavia, Kilobe Lobe, Zambia
Kamalondo	Kamalondo
Kampemba	Taba, Njanja, Marché Mzee Kabila, Des Plaines, Kaleja, Kigoma, Radem, Rail
Katuba	Kinshasa, Katuba II, Mimbulu, Marché dépôt, Marché Salongo
Kenya	Matonge, Marché central de la Kenya, Pièces-de-rechange
Lubumbashi	Double Poteau, Eglise, Moïse, Marché Prison, Marché Terminu, Marché Tshamalela, Eureka
Rwashi	Central Rwashi

Source : Enquête FPM, juin 2015

L’économie de la ville repose sur les activités des compagnies minières et de leurs sous traitants. Parmi les principales entreprises minières, on compte : la Gécamines, Rwuashi Mining, KCC (Metorex Group companies), Anvil Mining sprl (Mawson West RDC), Société de Traitement du Terril de Lubumbashi (STL), Tenke Fungurume Mining (Freeport MacMoran), Phelps Dodges RDC, ou encore le groupe George Forrest.

L’information sur le cours des matières premières notamment du cuivre influence directement la production des grandes compagnies minières internationales et donc le fonctionnement des PME satellites et autres petites entreprises de mines indépendantes.



Site de la GECAMINES à Lubumbashi (tas de minerais)

Les sous traitants (PME satellites) sont soit des prestataires de service (sociétés de transport, de gardiennage et de sécurité), des prestataires de main d’œuvre (intérim), et des commerces (agro-alimentaires, quincaillerie, matériaux de construction, etc.). En effet, avec les difficultés de la SNCC, de nombreuses entreprises se sont lancées dans le transport des minerais à partir des zones de production (Likasi, Kolwezi) vers les zones d’écoulement que sont Lubumbashi, la Tanzanie et l’Afrique du Sud.

Il faut noter la présence de quelques minoteries de grande taille (moulins industriels de maïs), y compris la minoterie de la Gécamines.

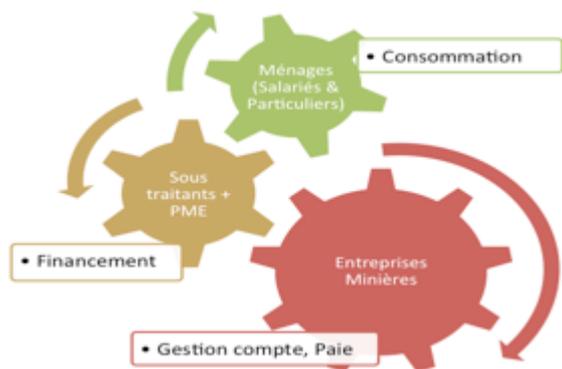
Les MPME sont à cheval entre Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Dans les environs immédiats des sites miniers se développent quelques petites activités. Les employés des mines ne résident pas nécessairement dans les zones minières ; ils font des rotations de 10 jours de travail sur site et 3 jours de repos (pour les miniers de FUGURUME par exemple).

La masse monétaire influençant les activités économiques est principalement due aux revenus des travailleurs résidant dans la ville qui vont travailler en dehors de celle-ci. Cela revient à comprendre la relation triangulaire entre les entreprises minières, les sous-traitants et les mineurs.

De ce fait, **que ce soit pour les mines, les sous-traitants ou pour les employés, les institutions financières n'ont pas non plus grand intérêt à s'installer directement dans les environs des sites miniers.** Il suffirait de rester dans les localités d'implantation des PME satellites et de résidence des ouvriers du mining (exploitation minière).

La figure ci-dessous illustre la nature des principales relations entre les institutions financières et les entreprises. Le financement effectué par les banques consiste en des crédits pour l'importation (financement du stock), crédit pour le fond de roulement (pouvant englober aussi le stock). En ce qui concerne les ménages, ce sont les salariés des entreprises agréées (convention avec la banque) qui en bénéficient.

Figure 1 : Relations entre les 3 catégories d'acteurs de l'économie locale



La quasi totalité des denrées alimentaires est importée des pays d'Afrique Australe notamment la Zambie, l'Afrique du Sud ou encore la Tanzanie, ce qui rend la ville dépendante des transactions frontalières. A titre d'exemple, la fermeture de frontière en avril 2013 avait fait passer le sac de farine de 12-16 dollars habituels à plus de 40 USD.

Kasumbalesa est l'un des postes frontières les plus utilisés pour les importations en provenance de la Zambie. C'est une localité située à 96 km de Lubumbashi sur la route et le chemin de fer (SNCC) reliant Lubumbashi et Kitwe. En dehors de ces modes de transport, Lubumbashi est desservie par l'aéroport international de Luano situé à 15 minutes du centre-ville.

Le transport en commun est assuré par les transporteurs privés appelés "Dubai" ; ce sont des

mini-bus de couleur blanche avec deux bandes horizontales rouges. Le tarif unitaire par passager est de 500 FC (0,5 USD) selon le trajet ; par contre la course en taxi express coûte 2 500 FC à 3 000 FC (2,5 à 3 USD) selon la distance, tandis que la location coûte environ 10 000 FC (10USD) l'heure ou 50USD la journée.

Comme dans de nombreuses villes de la RDC, notamment celles de l'Est, les voitures privées sont pour la plupart des véhicules à volant à droite. Mais il faut noter l'existence dans la ville de nombreux concessionnaires de véhicules neufs y compris les camions et engins lourds.

Lubumbashi est dotée de plusieurs institutions de formation supérieure et universitaire notamment : l'Université de Lubumbashi (UNILU), l'Institut supérieur pédagogique (ISP), l'Institut supérieur de statistique (ISS), l'Institut supérieur d'études sociales (ISES), l'Institut supérieur de commerce (ISC), l'École Supérieure d'Informatique Salama (ESIS), l'Institut supérieur des techniques médicales (ISTM), le grand séminaire de Lubumbashi, l'Université Protestante de Lubumbashi (UPL), l'Institut Supérieur Interdiocésain Monseigneur Mulolwa (ISIM).

Le niveau de compétences des diplômés de ces centres de formation, notamment dans le secteur financier, y est relativement bon, même si certains acteurs du secteur estiment que ce niveau a un peu baissé ces dernières années. La motivation des employés ne serait pas très forte localement. En effet, compte tenu de la présence des compagnies minières et donc d'une employabilité élevée, les salariés avaient des comportements qui laissaient à désirer, obligeant ainsi les institutions financières à mélanger autant que possible les profils et les provenances (en faisant venir de nombreux cadres de Kinshasa). En termes de disponibilité voire de disposition à l'emploi dans le privé, il serait fréquent que pour un avis de recrutement visant à pourvoir 30 postes, environ 300 candidatures soient reçues : le ratio 1/10 n'est pas l'idéal pour le recruteur mais il est nettement meilleur que par le passé⁷.

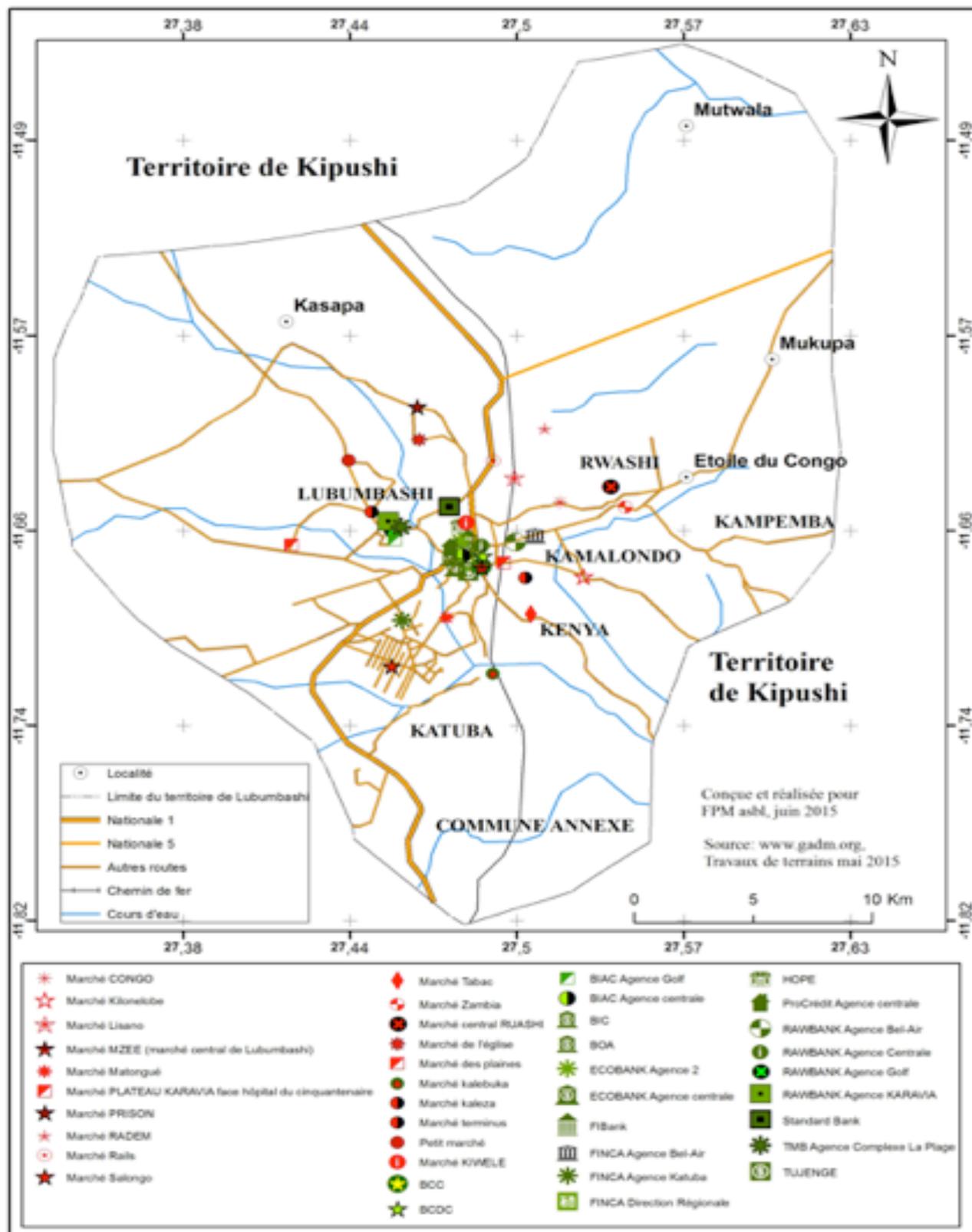
La ville de Lubumbashi compte plusieurs centres hospitaliers parmi lesquels, les cliniques universitaires Maman Mobutu (anciennement Hôpital reine Élisabeth), l'hôpital Sendwe, les hôpitaux des grandes sociétés : hôpital Gécamines Sud, cliniques Gécamines/cadres, hôpital SNCC, plusieurs maternités (Katuba, Rwashi, Camp Vangu)

⁷ Paragraphe basé sur des commentaires recueillis auprès d'acteurs locaux

et dispensaires, le CMC (Centre Médical de la Communauté), etc.

De nombreuses institutions financières opèrent dans la ville. Une dizaine de banques y sont installées avec des réseaux d'agences plus ou moins denses : TMB dispose de 12 agences, RawBank de 7 agences, ProCredit de 2 agences.

FINCA, TUJENGE et HOPE sont les 3 institutions de microfinance agréées opérationnelles. Quant aux messageries financières, une quinzaine ont été dénombrées. Comme le montre la carte ci-dessous, la quasi totalité des institutions financières est installée au centre-ville : seules Rawbank et TMB disposent d'agences dans d'autres communes que la commune de Lubumbashi.



Il ressort de cette carte que d'importantes zones en termes d'étendue mais aussi en termes d'activité économique, demeurent non desservies par les institutions financières agréées.

C'est d'ailleurs ce qui a amené l'une des institutions de microfinance à revoir sa stratégie de couverture de la ville en procédant à une répartition géographique du portefeuille (découpage géographique et à affectation des zones à chaque chargé de prêt).

On observe aussi sur la carte qu'il y a d'importants marchés (en rouge) qui sont à plus de 8 km de toute institution financière (en vert).

Tableau 5 : Coûts de quelques produits et services à Lubumbashi

Libellé	Coût
Loyer (Bail Commercial)	500 à 2500 USD
Hébergement Hôtel (chambre standard)	50 – 200 USD
Electricité (par KWh)	0,11 USD/KWh, Abonnement : 51 USD
Carburant	1,4 – 1,6 USD/litre
Frêt aérien	1,5 USD / Kg
Location véhicule	10 USD/heure, 50 USD/ jour
Billet avion Aller-Retour (Kinshasa-Lubumbashi)	570 USD

Source : Enquête FPM, juin 2015

Kalemie, ville portuaire

Située sur les rives du majestueux lac Tanganyika, la cité de Kalemie anciennement appelée Albertville avant le 30 Juin 1960, du nom du prince Albert de la Belgique est le chef-lieu du district de Tanganyika. Elle est limitée à l'Est par le lac Tanganyika sur une distance de 208 Km de côtes formant ainsi la frontière naturelle avec la Tanzanie à l'Ouest par le territoire de Nyunzu et Manono, au Sud par le territoire de Fizi (Sud-Kivu) et Kabambare (Maniema).

Le territoire de Kalemie a un climat tropical avec alternance de deux saisons : la saison de pluie qui couvre les mois d'octobre à mai, et la saison sèche qui va de juin à septembre. Le territoire de Kalemie est subdivisé en cités : trois chefferies, dix-huit groupements, onze quartiers qui sont en extension et 626 villages.

La cité est située à 1 500 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer avec une superficie de 30 512 Km². La cité de Kalemie compterait à ce jour 217 789 habitants. Elle comprend onze quartiers que sont : Bwana-Kutchu, Kapulo, Katakiki 1, Katakiki 2, Katambwa, Katanika, Kifungo, Kyanza, Quartier lubunday, Mutuka, Regeza-Mwendo.

La variation de la température moyenne est de 28° à 30°. Le sol est argilo-sablonneux selon les endroits, le relief du sol est un plateau parsemé des montagnes. Le sous-sol du territoire de Kalemie renferme de l'or, le coltan ainsi que le charbon. Il contient également le calcaire qui intervient dans la production de ciment. La porcelaine se trouve aussi au bord du lac Tanganyika, mais elle n'est pas exploitée. L'or et le coltan sont exploités d'une façon artisanale tandis que le charbon est exploité industriellement par la société INTERLACS situé à 60 Km de la ville pour la production de ciment.



Vue sur le port de pêche de Kalemie (socle d'une grue au premier plan, des bateaux cargos en arrière plan)

Dans le secteur minier, deux sociétés s'occupent de l'achat de minerais auprès des creuseurs artisanaux.

La pêche dans le Lac Tanganika est l'une des activités économiques principales de Kalemie. La pêche artisanale emploie plus de 1 400 pêcheurs recensés et regroupés en coopératives. L'organisation autour de cette activité comprend aussi l'existence de plusieurs associations de femmes mareyeurs, des associations et coopératives de transformatrices de produits de pêche, des associations de pêcheurs.

Les poissons (Ndakala et Mikebuka) sont exportés dans plusieurs villes du pays dont la capitale



Vente de poissons séchés dans un marché de Kalemie

Kinshasa, et surtout vers les chefs lieux des deux Kasai. Selon le Service PME du District du Tanganyika, les principales difficultés du secteur de la pêche à Kalemie sont le manque de magasin d'entreposage, le manque de formation en techniques modernes de transformation et de traitement du poisson, la conservation encore traditionnelle des produits de pêche.

Le secteur du commerce général se développe grâce au trafic sur le lac Tanganyika qui permet les échanges entre les populations riveraines de Kalemie et d'Uvira (Sud-Kivu), et aux opérateurs économiques de faire de l'import-export avec la Tanzanie, le Burundi et la Zambie. Outre la pêche, l'agriculture et l'élevage jouent également un rôle non négligeable dans l'économie locale. Kalemie dispose de deux principaux marchés : Lukuga et Katanga ; il existe aussi d'autres marchés secondaires parmi lesquels Luchimba, Makanda, Marché Cobra, Kaseke, Kamkolobondo, Lubuye, Eucalyptus, Lubunduyi, Kalongelwele, Kansonya, Kituku, Kaite, Cinquantenaire (en construction).

Kalemie est le point de départ d'une ligne de chemin de fer de la SNCC qui rejoint la ligne nord-sud (Kindu-Lubumbashi) à la ville de Kabalo. Le port de la SNCC/Kalemie est important dans l'économie

de la cité ainsi que celle de la Ville de Lubumbashi. C'est un carrefour qui facilite l'évacuation de frets à destination de Kindu constitués des produits manufacturiers, le ciment, le sucre, les matériels de construction qui atteignent le volume mensuel de 3 581 tonnes et 340 tonnes de vivres (fretins, maïs, haricots, etc.) pour le Kasai⁸. Mais les difficultés de la SNCC ne sont pas de nature à favoriser le transport des biens et des personnes.

L'accès à la cité de Kalemie et l'approvisionnement en marchandises diverses restent problématiques : la voie ferroviaire est hypothétique, la voie aérienne revient trop chère (une seule compagnie dessert la cité) ; il ne reste que la voie lacustre avec le lac Tanganyika.

L'électricité de la ville est produite par le barrage hydro-électrique de Bendera et transportée jusqu'à la centrale de Kalemie pour la distribution.

La fourniture de l'énergie électrique est sujette à des coupures intempestives qui ont fait instaurer le délestage face à la demande croissante de consommateurs. Cette situation serait due à la vétusté des équipements.

La REGIDESO assure la distribution d'eau au robinet.

En termes de routes urbaines, Kalemie dispose de l'unique avenue Lumumba qui va de l'aéroport jusqu'au port de la SNCC en traversant le centre-ville. D'autres routes secondaires sont en construction. Le transport en commun est assuré par les particuliers sous forme de taxi-moto et par la mairie avec les bus fournis par le Gouvernorat du Katanga. La course sur le taxi moto est fixée à 500 FC, 200 FC pour le bus de la Mairie, 500 FC pour le transporteur privé. La location d'un taxi moto est de 5USD par heure, 20USD pour le taxi.

Comparativement à d'autres cités du pays, l'immobilier se développe fortement à Kalemie, ce qui change considérablement le paysage de la ville.

Les messageries financières présentes dans la ville de Kalemie sont Mutombo Express, Union Express Malu, Soficom, Solidaire, Bam Bam, Agences Frères. En ce qui concerne les banques commerciales, il s'agit uniquement de la TMB.

⁸ Selon le Responsable service commercial de la SNCC/Kalemie

Tableau 6 : Coûts de quelques produits et services à Kalemie

Libellé	Coût
Loyer (Bail Commercial)	Jusqu'à 2300 USD par mois
Hébergement Hôtel (chambre standard)	50 – 100 USD par nuitée
Electricité par ampérage (par KWh)	0,11 USD/KWh, Abonnement : 51 USD
Carburant (essence)	1,78 USD par litre
Transport	0,5 USD par course
Location véhicule	10 USD par heure
Billet avion A/R (Lubumbashi-Kalemie)	700USD

Source : Enquête FPM, juin 2015



Kolwezi, ville-carrière, ville d'avenir

Avec ses avenues bordées de grands arbres badigeonnés à la chaux au centre-ville, Kolwezi dégage une impression d'une petite ville calme. Ce n'est que dans l'après-midi que le ballet incessant des pick-up, camions et autres engins de retour des carrières situées en dehors de la ville rappelle qu'il s'agit d'une ville à forte activité.

Comme l'indique le rond-point à l'entrée du centre-ville en venant de l'aéroport, les engins lourds utilisés dans les mines constituent le symbole de cette ville-carrière.



Rond Point à l'entrée de Kolwezi (en provenance de Likasi)

Selon la version la plus répandue et la plus officielle, Kolwezi tirerait son nom d'une rivière dont la source se trouvait du côté de l'actuel aéroport de la ville (rivière qui n'existe plus aujourd'hui).

Situé dans l'un des plus riches bassins miniers du Katanga, la ville de Kolwezi doit son existence à l'exploitation du cuivre et du cobalt par l'Union Minière du Haut-Katanga (UMHK). KOLWEZI a pris son essor grâce à la création de la région des mines de l'Ouest, sur le chemin de fer de Lubumbashi à Dilolo et Lobito.

La ville de Kolwezi fût créée en 1976 et est aujourd'hui encore une entité hybride, c'est-à-dire urbano-rurale ayant deux communes (Manika à l'Est et Dilala à l'Ouest) et deux territoires (Lubudi et Mutshatsha). Elle s'étend sur une superficie de 36 933 Km²; elle est limitée au Nord par le District du Haut-Lomami et au Sud-Est par la République de la Zambie et le District du Haut-Katanga. La ville de Kolwezi est baignée par le fleuve Congo et les lacs de retenue de Kando, Nzilo et de Dikolongo.

Kolwezi est la troisième agglomération du Katanga après Lubumbashi et Likasi. Actuellement, la ville urbano-rurale de Kolwezi compte dans son ensemble 858 538 habitants dont environ 1% d'étrangers.

La ville dispose d'un marché central, un important centre de négoce, et de quelques marchés secondaires dont Kasulu, Kapata et Lwilu.

Le territoire de Lubudi est extrêmement riche : chaque mètre carré de ce territoire vaudrait des tonnes de minerais à savoir le cuivre, cobalt et autres. Et c'est pour cette raison que les grandes entreprises minières du pays se trouvent dans cette zone. L'une de ses entreprises, Tenke Fungurume Mining (TFM), est allée jusqu'à investir près de 2 milliards de dollars pour l'exploitation minière. Boss Mining, quant à elle, y a investi des centaines de millions de dollars. Dans la Cité de Lubudi, chef-lieu du territoire, le ciment est produit par la cimenterie du Katanga, CIMENKAT.

Géographiquement, la ville de Kolwezi se trouve de plein pied dans le territoire de Mutshatsha. En général, la population de Mutshatsha utilise et consomme l'eau provenant des sources et des pluies. La population est approvisionnée en eau potable à partir d'une source aménagée. La Mission catholique de Kanzenze est aussi dotée d'un système d'adduction d'eau par gravitation, mis sur pied par la population avec l'encadrement technique du Service National d'Hydraulique Rurale (SNHR) avec un financement de l'autorité provinciale.

La GCM/Ouest est le fournisseur exclusif d'eau potable à la REGIDESO qui distribue sur un réseau long de 172 771 mètres dont 1800 mètres posés en 2014.

Le délestage en énergie électrique et les coupures intempestives ont été la cause majeure de la production d'eau par rapport aux équipements installés. L'Autorité Urbaine avait inauguré en juin 2014 quatre puits d'eau potable forés par l'entreprise MMG KINSEVERE dans le cadre de la lutte contre le choléra et d'appui communautaire en partenariat avec la mairie de Kolwezi.

Il convient de noter que ce territoire de Mutshatsha abrite aussi les barrages de Nzilo et de Nseke qui alimentent en courant électrique la ville de Kolwezi, la Gécamines et bien d'autres entreprises minières.

Sur la terre de Lubudi se produisent différentes cultures vivrières notamment : le manioc, le maïs, la pomme de terre, le haricot, l'arachide, la patate douce, la tomate, le riz, le soja, etc. Les terres de Fungurume, de Mukabe – Kasari, Kansenia ou de Mwenda Musoke produisent en grandes quantités de maïs, de l'ail, de l'échalote, du haricot et toute une gamme variée des produits vivriers. En vue de rentabiliser les potentialités de la zone, le Gouvernement du Katanga a doté le territoire de plusieurs tracteurs agricoles pour redynamiser et

mécaniser l'agriculture. Des moniteurs agricoles sont à pied d'œuvre pour l'encadrement des paysans.

Sur le plan associatif, 150 associations et coopératives agricoles ont été identifiées au Service Urbain de Développement Rural à fin 2014. Des sessions de formation sur le renforcement des capacités en gestion et organisation ont été réalisées. Il convient de souligner que les entreprises minières de la zone ont mis à disposition de ces associations, des semences, engrais et autres intrants d'élevage⁹.

Si la pêche ne connaît pas une grande expansion (il n'y a pas de grands cours d'eau poissonneux), l'élevage par contre prend de plus en plus des proportions importantes.

Les activités de production de la Gécamines sont développées dans trois groupes : Ouest (Kolwezi), Centre (Likasi) et Sud (Lubumbashi). Avant l'avènement des partenariats en 2006¹⁰, le groupe Ouest était le plus grand pourvoyeur de minerais de la GCM, et ses réserves représentaient plus de 70 % des réserves de minerais de la GCM. Jusqu'à 75 % des minerais extraits et alimentés dans les usines de concentration de la GCM provenaient du Groupe Ouest. Tous ces gisements contiennent non seulement du cuivre mais aussi d'autres métaux en portions plus faible, parmi lesquels le cobalt.

Depuis quelques années, l'enseignement supérieur et universitaire est organisé à Kolwezi. On y compte 1 Centre universitaire et 4 Instituts Supérieurs. Le centre universitaire de Kolwezi qui est l'extension de l'Université de Lubumbashi organise les facultés suivantes : Droit, Médecine, Psychologie, Polytechnique (Mines), Sciences de la Communication, Géologie, Sciences Sociales, Sciences Economiques. L'Institut des Techniques Appliquées (ISTA) organise au cycle de graduat, les options suivantes : Sciences de Base, Electricité industrielle, Electro-Mécaniques, Chimie et Métallurgie Appliquée et Géomines.

Selon certains acteurs rencontrés sur place, Kolwezi est une ville d'avenir en ce sens qu'elle pourra

⁹ Rapport Annuel 2014 de la Ville de Kolwezi, mars 2015

¹⁰ Au cours de ses processus de transformation successifs, la Gécamines a été de 2006 à 2008, sous le régime de contrat de gestion à objectif confié à la société française de réalisation et de construction (SOFRECO), conjointement avec les mandataires nationaux sélectionnés par le comité de pilotage et de restructuration des entreprises publiques (COPIREP), dans le cadre d'un programme de restauration appuyé par la Banque Mondiale (source : Site internet Gécamines 2013, consulté en cache via Wikipédia)

bénéficier du nouveau découpage territorial et sera une "ville d'avenir". Il s'agit essentiellement ici de la possibilité d'exploiter le corridor Kolwezi-Dilolo pour l'importation de denrées à partir de l'Angola ; ce corridor qui va générer du trafic et des recettes fiscales et autres retombées économiques pour la Province plutôt que l'utilisation du trajet Kasumbalesa-Lubumbashi-Kolwezi, plus longue.

En effet, suite à un prêt obtenu auprès d'une banque sud-africaine par le gouvernement provincial du Katanga, les travaux de réhabilitation de la route Dilolo-Kasaji-Kolwezi de 450 km de long ont été lancés en juillet 2015. Dilolo est aussi le point d'entrée de la ligne de chemin de fer de la SNCC qui relie Luanda (sur l'océan Atlantique) à Lubumbashi : c'est donc un accès direct à l'océan. La ligne de chemin de fer est longue de 522 km entre la gare de Tenke dans le Haut-Katanga et Dilolo, et se poursuit en Angola jusqu'à Lobito (le point de passage du chemin de fer Tenke-Dilolo a été ré-inauguré après une interruption de 26 ans du trafic ferroviaire essentiellement due à la guerre civile en Angola).

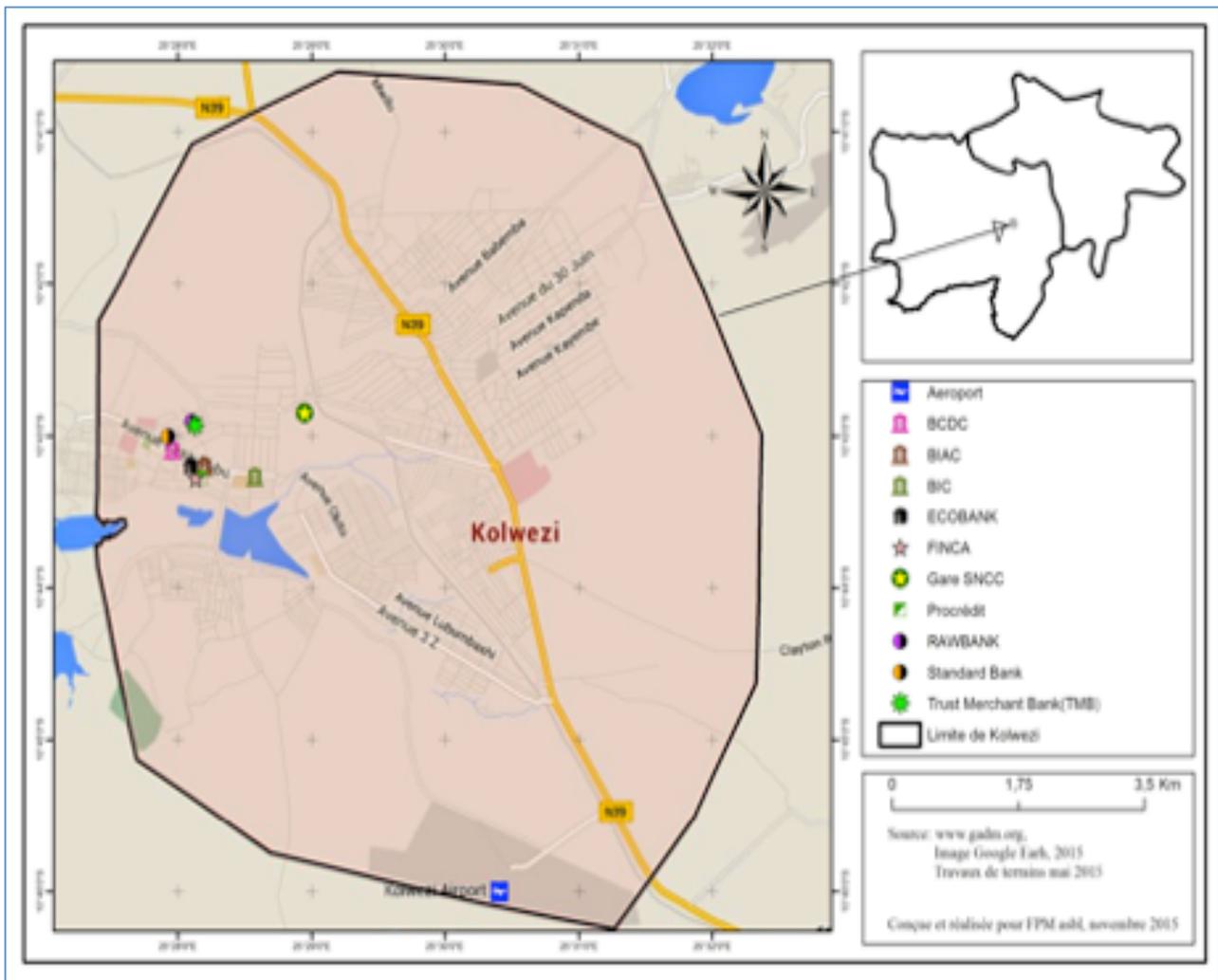
Le transport au centre ville se fait soit en taxi pour environ 2,5 USD la course, soit en taxi-moto. Il existe plusieurs compagnies (VERJOR, TRANSKAT, MULUKAP, etc.) qui assurent le transport des passagers entre Lubumbashi et Kolwezi avec des bus climatisés pour un tarif de 15000FC (environ 17 USD).

De nombreuses banques commerciales et une institution de microfinance (FINCA) sont implantées dans la ville (figure ci-dessous). Elles sont toutes au centre ville.

Tableau 7 : Coûts de quelques produits et services à Kolwezi

Libellé	Coût
Loyer	500 – 1000 USD
Hébergement Hôtel (chambre standard)	80 – 160 USD
Electricité (par KWh)	0,11 USD/KWh, Abonnement : 51 USD
Carburant (essence)	1,78 USD par litre
Transport (taxi)	3 USD par course
Location véhicule	10 USD par heure
Billet avion A/R (Lubumbashi-Kolwezi)	240 USD

Source : Enquête FPM, juin 2015



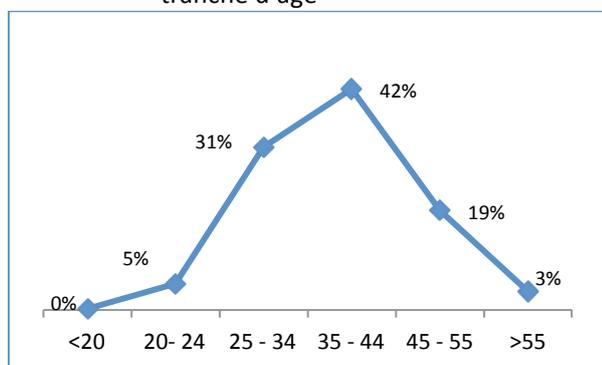
La demande en services financiers

NOTE : Il s'agit d'une étude qui vise principalement l'accessibilité des MPME de la Province du KATANGA aux services de financement. Bien qu'il existe de très nombreuses grandes entreprises dans le Katanga, l'échantillonnage s'est focalisé sur les MPME.

Caractérisation des MPME

Sur les 903 entreprises enquêtées, 761 répondants (soit 84,3%) sont propriétaires des activités. Les promoteurs sont à 66,5% des hommes contre 33,5% de femmes. La répartition des promoteurs par tranches d'âge (graphique 1) indique que la grande majorité d'entre eux (91%) sont de la tranche d'âge de 25 à 55 ans.

Graphique 1 : Répartition des promoteurs par tranche d'âge



Source : Enquête FPM, juin 2015

Les moins de 25 ans ne font que 5%, ce qui peut laisser supposer que l'entrepreneuriat indépendant se fait après d'autres expériences professionnelles ou après la formation. Environ 15% des entreprises exercent depuis plus de 10 ans tandis que deux tiers d'entre elles ont entre 1 et 6 ans d'existence. Le pourcentage le plus élevé se trouvant dans la tranche 1-3 ans, cela signifie que de nombreuses entreprises disparaissent au bout de 3 ans.

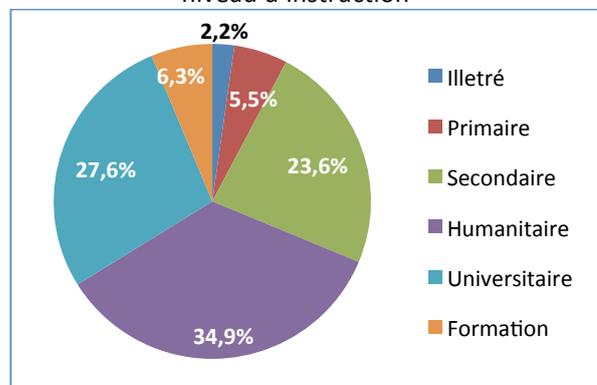
Tableau 8 : Répartition des promoteurs par ancienneté d'entreprise

Age Prom.	Age Entreprise (en années)						Total
	< 1	1 - 3	4 - 6	7 - 9	10-20	> 20	
< 20	0,0%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
20 - 24	0,7%	2,7%	1,1%	0,1%	0,3%	0,0%	4,9%
25 - 34	3,0%	13,9%	9,2%	3,2%	1,5%	0,1%	30,8%
35 - 44	1,8%	15,2%	14,3%	5,3%	4,6%	0,8%	41,9%
45 - 55	0,3%	3,6%	6,1%	3,6%	4,0%	1,2%	18,9%
> 55	0,1%	0,8%	0,0%	0,4%	0,9%	1,0%	3,2%
Total	5,9%	36,3%	30,7%	12,6%	11,3%	3,1%	100%

Source : Enquête FPM, juin 2015

Environ le quart des promoteurs ont un niveau universitaire et seuls 2% n'ont aucune forme d'instruction. Le niveau d'instruction des promoteurs dans le Katanga est nettement plus relevé que dans d'autres provinces dans lesquelles des études similaires ont été faites.

Graphique 2 : Répartition des MPME suivant le niveau d'instruction



Source : Enquête FPM, juin 2015

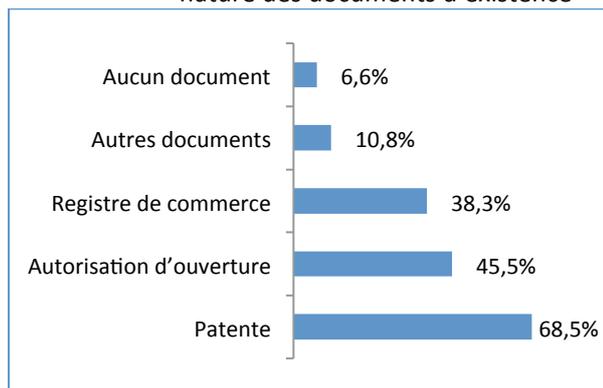
Les entreprises du Katanga ont un niveau de formalisation très élevé par rapport à d'autres provinces de la RDC¹¹. Plus de deux tiers des entreprises disposent de la patente et environ un tiers dispose du registre de commerce, ce qui lève la première barrière d'accès au financement (formalisation). En considérant séparément les 3 villes de l'étude, les taux de détention du registre de commerce et de la patente sont respectivement de :

- Lubumbashi : 31,7% et 71,8% ;
- Kalemie : 55,6% et 59,7% ;
- Kolwezi : 40,6% et 68,1%.

Ceci s'explique par le fait que les activités minières sont assez structurées et que la formalisation est également requise pour les sous-traitants. Mais les entreprises enquêtées sont relativement nombreuses à considérer comme documents d'existence officielle des Permis de Pêche, Permis d'exploitation, des quittances de la DGI et de la DRKAT, des quitus d'enquête Comodo-Incomodo, etc. Ceci traduit le fait que de nombreuses entreprises ne sont pas encore informées de la nécessité d'adopter les formes juridiques et les documents y afférents, conformément aux dispositions de l'OHADA.

¹¹ D'après Etudes de marché conduites au Bandundu, Equateur, Province Orientale et Maniema

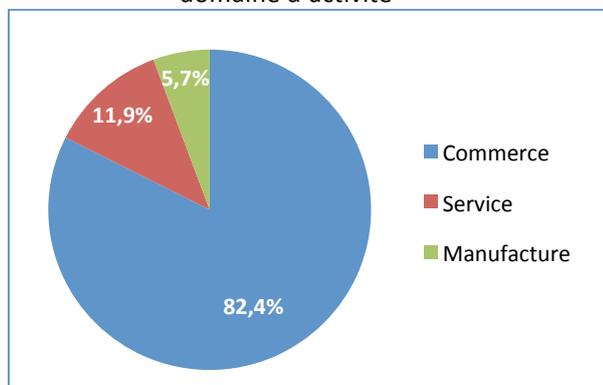
Graphique 3 : Répartition des MPME suivant la nature des documents d'existence



Source : Enquête FPM, juin 2015

En ce qui concerne les activités menées par les entreprises de la province du Katanga, on retrouve au premier plan, le commerce avec plus de 82% des entreprises enquêtées, les services à 12% et la manufacture avec 6%. Ce taux extrêmement élevé d'activités commerciales confère à l'économie locale une configuration particulière par rapport à beaucoup d'autres provinces de la RDC. Il vient renforcer les informations sur l'environnement économique de la province selon lesquelles une grande partie des denrées alimentaires sont importées.

Graphique 4 : Répartition des MPME suivant le domaine d'activité



Source : Enquête FPM, juin 2015

S'il est courant de rencontrer de nombreux entrepreneurs nationaux aller à Dubaï ou dans différentes villes de la Chine, il convient de signaler que ces initiatives locales se sont greffées autour des besoins des grandes entreprises (quincaillerie par exemple). C'est ainsi que les activités retrouvées dans le domaine commercial sont : Alimentation et boissons (19,8%), Habillement et textile (14,7%), Produits pharmaceutiques (8,4%), Pièces de rechange (5,5%), Matériaux de construction (4,8%), et Diverses activités commerciales (29,3%).

Le secteur des Services comprend essentiellement : Restaurants et Hôtels 3% de l'ensemble des entreprises enquêtées, Centres de santé (1,3%), Transports (0,4%), Ecoles (0,4%).

Quant au secteur de la production, elle n'occupe que 5,7% des MPME et comprend notamment les activités de production artisanale (1,8%), la transformation agro-alimentaire (1,7%), la confection d'habits (0,6%) et la construction (0,3%). Le pourcentage relativement faible des entreprises de construction s'explique par le fait que ce sont les MPME intervenant dans divers métiers de la construction qui ont été ciblées dans l'enquête (de grandes entreprises de BTP existent dans la Province).

Catégorisation des entreprises

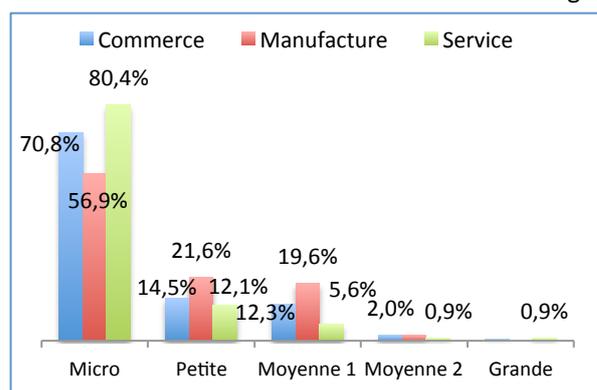
La répartition des entreprises rencontrées s'est faite en 5 catégories suivant sur le niveau du chiffre d'affaire annuel :

- Micro : 1 à 50 000 USD
- Petite : 50 001 à 100 000 USD
- Moyenne 1 : 100 001 à 400 000 USD
- Moyenne 2 : 400 001 à 1 000 000 USD
- Grande : plus de 1 000 000 USD.

Suivant cette catégorisation, les entreprises enquêtées se répartissent comme suit : **71% de Micro entreprises, 15% de Petites, 12% de Moyenne 1, 2% de Moyenne 2 et 0,4% de Grandes entreprises.**

La catégorie Micro regroupe majoritairement les entreprises de services tandis qu'au niveau des Petites et Moyennes 1, ce sont surtout les entreprises de production qui dominent. Ceci est dû au fait que la nature des activités de ces dernières (menuiserie, minoterie, boulangerie, etc.) connaissent des flux financiers plus importants que les prestataires de services parmi lesquels on retrouve les salons de coiffure, les entreprises de nettoyage, les pressings, etc.

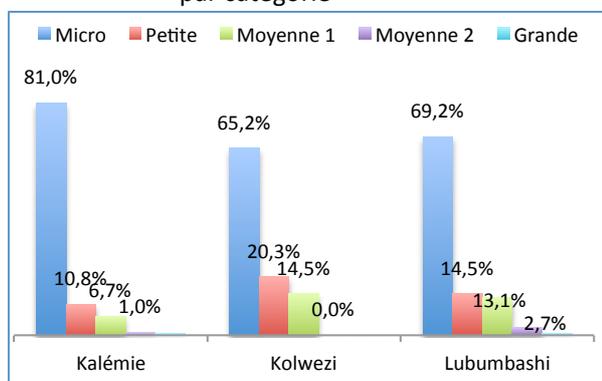
Graphique 5 : Répartition des MPME par catégorie au niveau de la Province du Katanga



Source : Enquête FPM, juin 2015

Le graphique ci-dessous montre qu'à Kolwezi, il y a un pourcentage plus élevé de catégories Petites et Moyenne 1 que dans les autres villes d'étude. Parmi les petites, on retrouve des activités telles que l'imprimerie, la production agro-alimentaire et la production artisanale pour la Manufacture et des restaurants et centre de santé pour les Services. Par contre, il n'est enregistré aucune entreprise de catégories Moyenne 2 et Grande. Ceci s'explique par le fait que les grandes entreprises opérant à Kolwezi ont pour la plupart leur siège à Lubumbashi. A Kalemie, les entreprises qui se dégagent comme étant de la catégorie Moyenne 2 interviennent dans la vente des matériaux de pêche et dans la vente de l'or, tandis que celle qui a la caractéristique de Grande est une quincaillerie.

Graphique 6 : Répartition des MPME par ville et par catégorie



Source : Enquête FPM, juin 2015

Le tableau 9 ci-dessous fait une synthèse pour chaque ville de la répartition des entreprises rencontrées par catégorie et par domaine d'activité.

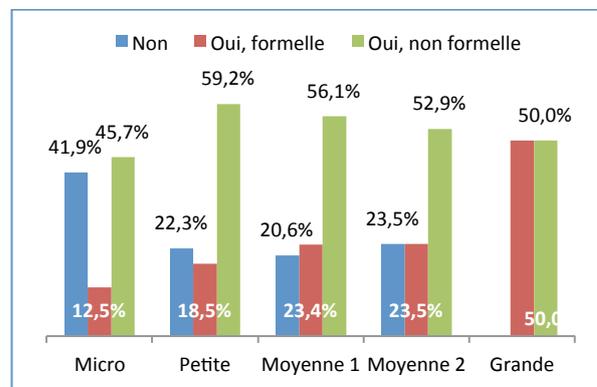
Tableau 9 : Répartition des entreprises par domaine et par ville pour l'ensemble du Katanga

Ville	Activité	Catégorie d'entreprise					TOTAL
		Micro	Petite	Moy. 1	Moy. 2	Grande	
Kalemie	Commerce	15%	2%	1%	0%	0%	19%
	Manufacture	0%	0%	0%	0%	0%	1%
	Service	2%	0%	0%	0%	0%	2%
	Sous Total	18%	2%	1%	0%	0%	22%
Kolwezi	Commerce	6%	2%	2%	0%	0%	10%
	Manufacture	2%	1%	0%	0%	0%	3%
	Service	2%	0%	0%	0%	0%	2%
	Sous Total	10%	3%	2%	0%	0%	15%
Lubumbashi	Commerce	37%	8%	7%	1%	0%	54%
	Manufacture	1%	0%	1%	0%	0%	2%
	Service	6%	1%	0%	0%	0%	8%
	Sous Total	44%	9%	8%	2%	0%	63%

TOTAL	71%	15%	12%	2%	0%	100%
-------	-----	-----	-----	----	----	------

Source : Enquête FPM, juin 2015

Graphique 7 : Répartition par catégorie des MPME suivant la tenue d'une comptabilité



Source : Enquête FPM, juin 2015

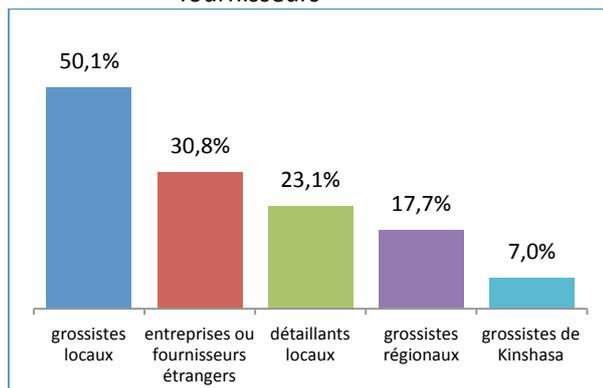
15% des entreprises tiennent une comptabilité de façon formelle avec production d'états financiers, 49% tiennent des outils de gestion leur permettant de calculer au moins la marge brute d'autofinancement (cash-flow), et 36% ne tiennent aucune comptabilité. Cette dernière situation est plus observée au niveau des micro et petites entreprises qui constituent la proportion la plus importante des entreprises locales.

Fournisseurs et clients

Près d'une entreprise sur trois est en relation avec des fournisseurs étrangers. La Province ayant des frontières internationales (Angola, Zambie, Tanzanie), il s'avère plus aisé pour les entrepreneurs de s'approvisionner à partir de ses pays limitrophes dans des meilleures conditions que celles offertes par d'autres provinces de la RDC. Parmi les 272 entreprises ayant déclaré avoir des fournisseurs étrangers, 47%¹² s'approvisionnent à partir de la Tanzanie, 28% de la Zambie, 11% des Emirats Arabes Unis (Dubai), 9% de la Chine. Viennent ensuite les autres pays de l'Afrique de l'Est et les pays européens.

¹² La somme des pourcentages obtenus dépasse 100% compte tenu du fait que plusieurs entreprises s'approvisionnent à la fois au niveau provincial, national ou à l'étranger

Graphique 8 : Répartition des MPME par type de fournisseurs



Source : Enquête FPM, juin 2015

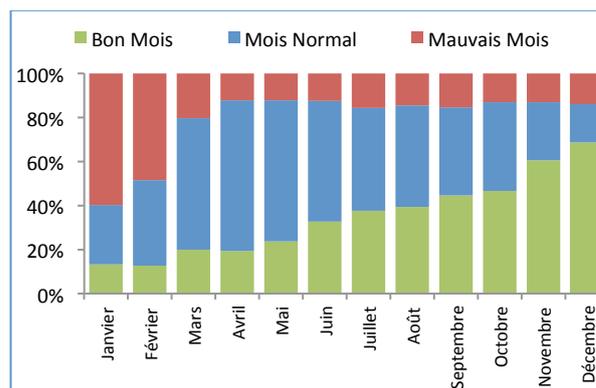
Le faible taux d’approvisionnement à partir de Kinshasa (7%) s’explique par la distance relativement importante (1 567km à vol d’oiseau) entre Kinshasa et Lubumbashi et des coûts de transport importants (par avion cargo)¹³. Quant aux échanges commerciaux régionaux, seuls 17,7% s’approvisionnent à partir d’autres provinces (graphique 8). En effet, grâce à sa position géographique, à l’existence des frontières internationales et au chemin de fer desservant d’autres provinces, c’est plutôt l’inverse qui se produit : ce sont les entreprises des provinces limitrophes comme le Maniema qui s’approvisionnent au Katanga. C’est ainsi que sont acheminées vers Kindu certaines denrées à partir de Kalemie (froment, sel, sucre), et des produits manufacturés à partir de Lubumbashi.

Une saisonnalité des revenus sans spécificités

L’économie locale étant assez extravertie, l’examen des flux mensuels de revenus ne démontre pas une particularité de la province du Katanga (graphique 9). Il s’agit d’un cycle présentant des niveaux de recettes relativement très faibles en janvier et février et des niveaux élevés de revenus au dernier trimestre dus essentiellement aux fêtes de fin d’année, d’autant plus que le commerce occupe 80% des entreprises locales. Comme souligné dans le plan quinquennal du gouvernement provincial, les importations de la province en 2010 sont principalement constituées d’alimentation et boissons non alcoolisées (69%), habillement et chaussures (15,2%), biens et services divers (5,0%).

¹³ La route RN1 (3 067 km) n’étant praticable que sur de très petits tronçons entre Kinshasa et Lubumbashi

Graphique 9 : Evolution des recettes au cours d’une année

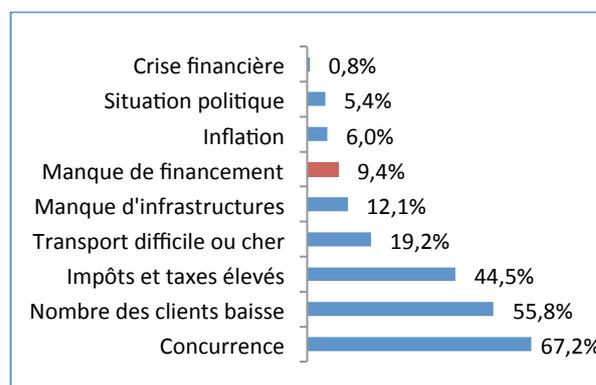


Source : Enquête FPM, juin 2015

70,5% des MPME de la province du Katanga déclarent avoir connu une croissance de leurs activités par rapport à l’année précédente, 21,7% estiment que leur niveau de croissance est stable et 7,8% ont noté une régression. En désagrégeant par site d’étude, il ressort que sur les 3 villes étudiées, ce sont les entrepreneurs de Kolwezi qui connaissent le moins de croissance d’une année à l’autre : 67% contre 75% à Kalemie et 70% à Lubumbashi. Mais ils sont seulement 2,9% à Kolwezi à estimer que leurs activités ont régressé. L’analyse par domaine d’activité montre que c’est dans la Manufacture qu’il y a la croissance la plus élevée (74%) contre 71,5% pour le Commerce et 62,3% pour le domaine des Services d’une part, et la baisse la plus forte est observée dans le Commerce (8,1%).

Quant aux contraintes qui selon les entrepreneurs de la province entravent le développement normal des affaires, il y a principalement le **“transport difficile et cher”**, le **“manque d’infrastructures adéquates”** notamment les facteurs de production comme **l’électricité**. Le motif **“Manque de financement”** a été cité par moins de 10% des enquêtés.

Graphique 10 : Contraintes à la croissance des MPME



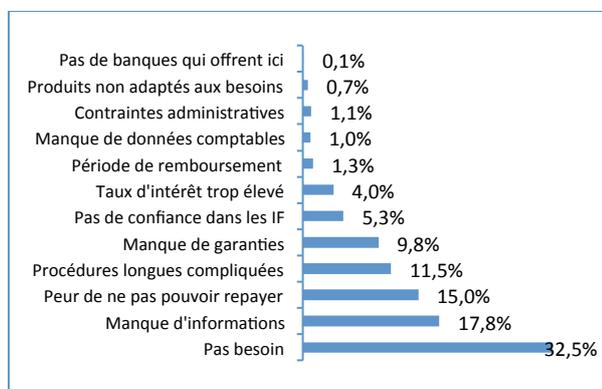
Source : Enquête FPM, juin 2015

Ceci s'explique par le fait qu'ils sont 80,4% à financer leurs activités sur fonds propres et 10,9% à le faire à partir de subventions, ce qui fait un total d'environ 91%, équivalent à la proportion de ceux pour qui le manque de financement ne constitue pas une contrainte.

Une fréquentation des institutions financières plutôt faible

88,9% des MPME de la Province déclarent n'avoir jamais essayé d'obtenir un crédit dans une institution financière et presque le tiers des promoteurs estiment ne pas en avoir besoin.

Graphique 11 : Fréquence des motifs de la non-demande de crédit



Source : Enquête FPM, juin 2015

Les autres raisons citées pour expliquer cette absence de besoin de financement sont le manque d'informations et une crainte sur la capacité de remboursement qu'ils estiment faible. Cette dernière raison est motivée par une crainte extrêmement répandue en ce qui concerne les pratiques de recouvrement de certaines institutions locales.

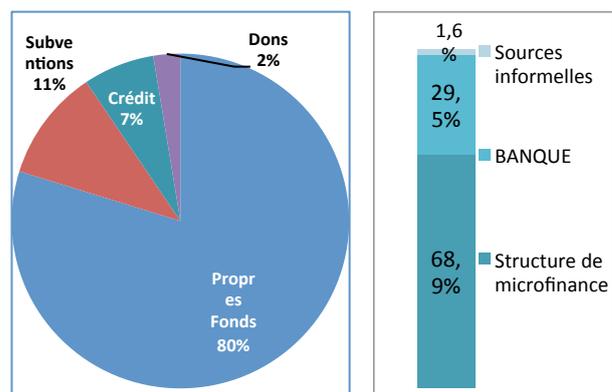
Pour certains promoteurs méfiants ou craintifs : « l'argent obtenu par crédit est maudit » ou encore « avec un crédit, on ne saurait dormir paisiblement ». Il a été rapporté en effet que des pratiques de recouvrement rudes sont employées et quelques procédures de réalisation de garanties (saisie de parcelles) ont créé une forte méfiance des clients.

Face à la faible demande spontanée des clients, le marketing développé serait plus agressif. Selon certains acteurs rencontrés, une certaine légèreté s'observerait au niveau des institutions financières : 1) faible collaboration par rapport au partage d'informations sur les engagements des clients (dans les limites des obligations de confidentialité

et en l'absence d'une centrale efficace d'échanges d'informations sur le risque crédit), 2) possibilité de rachat de crédit comme moyen de gestion du risque. Ces pratiques encourageraient la cavalerie financière et le surendettement qui renforcent la méfiance des institutions.

En ce qui concerne l'appréciation du processus d'obtention du crédit, 11,7% des MPME trouvent que c'est assez facile tandis que les 88,3% restants estiment que c'est "Difficile", "Très difficile" voire "Impossible".

Graphique 12 : Répartition des MPME suivant la nature du financement et les sources de crédit



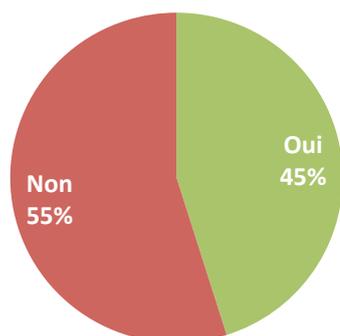
Source : Enquête FPM, juin 2015

80% des MPME se financent sur fonds propres. Seules 7% ont recours au crédit. Parmi ces dernières, environ 30% s'adressent aux banques et presque 69% aux structures de microfinance. L'utilisation des sources informelles (non agréées) reste marginale. **Les MPME sollicitent peu de crédit mais si elles doivent contracter un crédit, elles s'adressent à des institutions financières formelles.**

Une demande de crédit limitée par une culture entrepreneuriale encore jeune

Selon les acteurs locaux, l'historique de l'économie locale participe également à cet état de choses. Initialement, la culture entrepreneuriale était totalement absente. Les autochtones avaient une préférence très prononcée pour l'emploi salarié dans les grandes entreprises minières notamment.

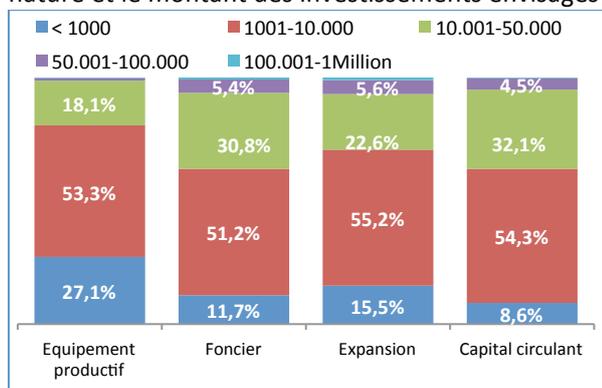
Graphique 13 : Niveau de la demande de crédit



Source : Enquête FPM, juin 2015

L'économie locale s'était donc développée avec les étrangers qui détiennent aujourd'hui encore la grosse partie des affaires. C'est vers la fin des années 90 que de plus en plus de nationaux s'adonnent à l'entrepreneuriat dans la province mais cela reste moins développé que dans les deux Kivu où ce sont les autochtones qui détiennent les entreprises locales. Cette culture entrepreneuriale naissante se traduit dans le comportement des entrepreneurs locaux vis-à-vis des institutions financières : c'est aussi ce qui explique leur relative méfiance lors qu'il s'agit d'exprimer leur besoin à contracter un crédit auprès d'une institution financière.

Graphique 14 : Répartition des MPME suivant la nature et le montant des investissements envisagés



Source : Enquête FPM, juin 2015

D'une certaine manière, la nature des investissements envisagés peut expliquer également ce peu d'entrain. En effet, le graphique 14 indique que le foncier ressort comme l'investissement le plus envisagé (37%), suivi de l'expansion de l'activité, de la disponibilité d'un fonds de roulement et l'acquisition d'équipements productifs ne vient qu'en dernière position avec 26% de promoteurs intéressés. **Cette hiérarchie des priorités d'investissement est une fois encore différente de ce qui s'observe dans d'autres provinces.**

Il se peut que le foncier paraissant plus important que les autres investissements directement liés à l'activité, les promoteurs ne perçoivent pas la nécessité de contracter un crédit pour le réaliser. Cependant, des produits financiers spécifiques à l'immobilier pourraient être développés.

En ce qui concerne les montants, plus de 50% des promoteurs envisagent investir entre 1 000 et 10 000 USD. C'est pour le capital circulant qu'ils sont nombreux à prévoir des investissements compris entre 10 à 50 000 USD. Les montants les plus importants (100 000 et 1 000 000 USD) sont envisagés pour l'expansion de l'activité et pour le foncier respectivement par 1,2% et 1% des MPME.

Le tableau 10 ci-dessous présente les montants de crédit que solliciteraient les entreprises qui envisagent s'adresser à une institution financière (45% de l'échantillon). Parmi elles, 63% des microentreprises souhaitent obtenir des crédits de montant inférieur à 5 000 USD, et 7,5% estiment avoir besoin d'un montant compris entre 5 et 10 000 USD. Elles sont 91% en tout, toutes catégories confondues, à envisager solliciter un crédit de moins de 10 000 USD.

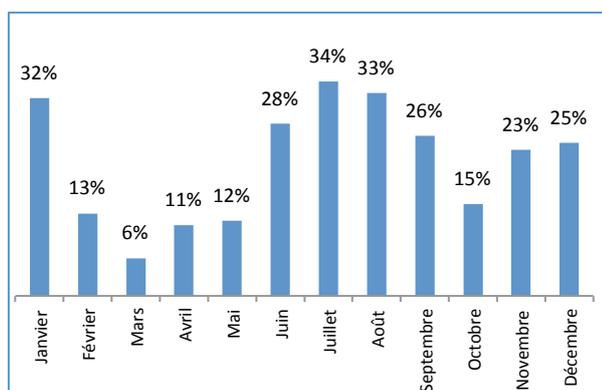
Tableau 10 : Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers

Montant (USD)	Micro	Petite	Moyen ne 1	Moyen ne 2	Grande	Total
0-1000	29,6%	2,0%	0,5%	0,3%	0,0%	32,4%
1001-5000	33,2%	6,8%	3,3%	0,5%	0,0%	43,7%
5001-10000	7,5%	3,3%	3,3%	0,5%	0,3%	14,8%
10001-100000	3,5%	1,8%	3,0%	0,3%	0,3%	8,8%
150000	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,3%
TOTAL	74,1%	13,8%	10,1%	1,5%	0,5%	100%

Source : Enquête FPM, juin 2015

Le graphique 15 ci-dessous montre que le besoin de financement est plus important entre juin et septembre puis de novembre en janvier. La mise en place d'un crédit en janvier sous forme de fonds de roulement permettra de relancer les activités en ce mois dans lequel les recettes sont faibles ; ce crédit s'amortira avec les recettes qui s'accroissent progressivement de février jusqu'en décembre (cf. graphique 9). Il peut aussi s'agir d'un crédit à la consommation face à la faiblesse des revenus en ce début d'année.

Graphique 15 : Saisonnalité du besoin de crédit



Source : Enquête FPM, juin 2015

Par rapport à la pratique actuelle des MPME enquêtées, seules 11% ont déjà eu à mener la démarche de demande de crédit auprès d'une institution financière formelle. Parmi elles, 63,9% ont obtenu effectivement le crédit. Ce taux d'obtention est de 60,2% à Lubumbashi, 80% à Kolwezi et 100% à Kalemie¹⁴. Selon un responsable d'une banque opérant à Lubumbashi, ce taux est dû au fait que la banque est de plus exigeante quant à la conformité des documents sur l'activité (y compris parfois le paiement des impôts) et l'examen des mouvements financiers sur le compte du demandeur. Par ailleurs, les difficultés liées à l'identification précise du domicile du client (adresses "Chemin Public") constitue une autre contrainte pour les institutions financières.

Tableau 11 : Taux d'obtention du crédit

Ville	Domaine d'activité	Crédit demandé		Crédit obtenu		Total
		Non	Oui	Non	Oui	
Kalemie	Commerce	17,9%	0,5%	0,0%	0,5%	18,3%
	Manufacture	0,6%	0,0%	0,0%	0,0%	0,6%
	Service	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%	1,9%
Kolwezi	Commerce	9,0%	0,8%	0,2%	0,6%	9,8%
	Manufacture	3,2%	0,2%	0,0%	0,2%	3,4%
	Service	2,3%	0,1%	0,0%	0,1%	2,4%
Lubumbashi	Commerce	46,2%	7,9%	3,2%	4,8%	54,1%
	Manufacture	1,6%	0,2%	0,1%	0,1%	1,8%
	Service	6,4%	1,2%	0,5%	0,8%	7,7%
TOTAL PROVINCE		89,0%	11,0%	4,0%	7,0%	100%

Source : Enquête FPM, juin 2015

¹⁴ Le taux à Kalemie n'est pas significatif car il porte sur un effectif de 4 MPME ayant sollicité et obtenu le crédit sur les 197 enquêtées.

Demande en services financiers

Le tableau ci-dessous présente une comparaison entre l'utilisation actuelle et la demande exprimée en services financiers. Il montre que quelle que soit la catégorie d'entreprise considérée, ce sont les services comme Lignes de crédit et Découvert bancaire qui sont les plus demandés.

Tableau 12 : Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers

		Niveau actuel d'utilisation	Niveau potentiel d'utilisation
CRÉDIT	Lignes de crédit	1,6%	20,0%
	Crédit immobilier	0,6%	21,8%
	Avance sur marchés	0,3%	17,0%
	Concours de trésorerie	0,3%	15,2%
	Découvert bancaire	1,1%	18,7%
	Crédit véhicule	0,4%	22,5%
	Crédit à la consommation	0,2%	12,2%
	ÉPARGNE	Compte courant	19,8%
DAT		4,3%	23,8%
DAV		5,1%	29,3%
Plan d'épargne		4,3%	23,3%
Tontines		15,3%	12,6%
SERVICES		Transfert national	23,6%
	Transfert inter	13,3%	20,8%
	Chèques	6,2%	27,4%
	Garantie bancaire	3,1%	22,8%
	Assurance	6,9%	20,4%

Source : Enquête FPM, juin 2015

Tableau 13 : Synthèse de la demande potentielle en produits et services financiers

		Micro	Petite	Moy1	Moy2	Grande
Ligne de crédit	Potentiel	11,7%	3,8%	3,9%	0,3%	0,1%
	Actuel	1,0%	0,1%	0,3%	0,0%	0,0%
Crédit immobilier	Potentiel	13,7%	3,9%	3,4%	0,3%	0,1%
	Actuel	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,1%
Avance sur marchés	Potentiel	10,0%	2,8%	3,7%	0,0%	0,2%
	Actuel	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Concours de trésorerie (facilité caisse)	Potentiel	9,4%	2,7%	2,7%	0,1%	0,0%
	Actuel	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Découvert bancaire	Potentiel	11,4%	2,8%	3,9%	0,1%	0,1%
	Actuel	0,7%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%
Crédit véhicule	Potentiel	13,8%	4,1%	3,7%	0,4%	0,1%
	Actuel	0,3%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%
Crédit à la consommation	Potentiel	7,2%	2,0%	2,3%	0,1%	0,2%
	Actuel	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Compte courant	Potentiel	20,3%	4,2%	3,2%	0,0%	0,1%
	Actuel	9,9%	4,0%	4,6%	0,8%	0,2%
Dépôt à terme	Potentiel	15,3%	3,9%	4,0%	0,1%	0,1%
	Actuel	1,6%	1,0%	1,2%	0,1%	0,2%
Compte d'épargne (DAV)	Potentiel	18,7%	5,4%	4,1%	0,3%	0,0%
	Actuel	2,1%	0,6%	1,9%	0,1%	0,2%
Plan d'épargne	Potentiel	14,3%	3,9%	3,6%	0,4%	0,2%
	Actuel	3,4%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%
Tontines (ép. à la carte)	Potentiel	7,4%	2,0%	2,3%	0,0%	0,0%
	Actuel	11,6%	1,9%	0,7%	0,1%	0,1%
Transfert national	Potentiel	8,9%	2,3%	2,6%	0,1%	0,0%
	Actuel	16,4%	3,6%	2,7%	0,6%	0,2%
Transfert international	Potentiel	14,6%	2,7%	2,9%	0,3%	0,0%
	Actuel	6,3%	3,0%	3,0%	0,4%	0,3%
Chèques	Potentiel	19,4%	3,4%	3,9%	0,3%	0,0%
	Actuel	3,2%	1,2%	1,2%	0,1%	0,2%
Garantie bancaire	Potentiel	15,2%	3,7%	2,9%	0,2%	0,2%
	Actuel	2,6%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Assurance	Potentiel	13,8%	3,1%	2,8%	0,2%	0,1%
	Actuel	4,3%	1,0%	1,0%	0,1%	0,2%

Source : Enquête FPM, juin 2015

NOTE: Potentiel = Demande potentielle ; Actuel = Utilisation actuelle

L'offre en services financiers

Un marché quasiment vierge

La plupart des institutions financières opérant dans la province du Katanga sont implantées à Lubumbashi et Kolwezi. Le tableau ci-dessous donne la localisation des banques et structures de microfinance.

Tableau 14 : Localisation des principales institutions financières présentes

Institutions financières		Localisation		
		L'shi	Kolwezi	Kalemie
Banques	Procredit Bank	2	0	0
	TMB	12	1	1
	BOA	1	0	0
	RawBank	7	1	0
	BCDC	1	1	0
	Ecobank	2	1	0
	BIAC	2	1	0
	BIC	1	1	0
	Standard Bank	1	1	0
	Fi Bank	1	0	0
Structures de Microfinance agréées	FINCA	3	1	0
	Tujenge	2	0	0
	Hope	1	0	0
TOTAL IF		13	8	01
TOTAL AGENCES		36	8	01

Source : Enquête FPM, juin 2015

Seules quelques banques disposent de plusieurs agences. Il s'agit de la TMB dont le siège social se trouve à Lubumbashi et qui dispose de 12 agences à Lubumbashi réparties dans diverses communes : Lubumbashi (Centre-ville, Golf), Rwash, Kamalondo, Kampemba, Annexe. La RAWBANK a six agences à Lubumbashi: SENDWE, DGI, KISANGA, GOLF, UNILU et BEL-AIR (Commune de Kampemba). ProCredit dispose de 2 agences dans la ville de Lubumbashi. D'autres banques et institutions de microfinance envisagent ouvrir des agences ailleurs que dans le centre ville.

En dehors des trois villes de l'étude, il convient de signaler que certaines banques ont des agences et/ou points de services dans d'autres localités de la Province :

- **BCDC** : Fungurume, Likasi ;
- **BIAC** : Likasi
- **Rawbank** : Fungurume, Likasi
- **SOFIBANK** : Dilolo, Fungurume, Kamina, Kasumbalesa, Kilwa, Kongolo, Likasi, Pweto
- **TMB** : Fungurume, Kamina, Kasumbalesa, Kilwa, Likasi.

En ce qui concerne l'accessibilité des produits et services financiers aux MPME, le montant minimal de crédit commence à 10 000 USD au niveau des

banques s'adressant dans une certaine mesure aux petites entreprises. On compte parmi ces banques : ProCredit, RAWBANK, BOA et TMB.

ProCredit qui avait un montant minimal de 5 000 USD a aussi relevé ce plancher. De même, pour la BOA qui a revu son plancher avec le développement de son segment PME. Selon les explications obtenues, il s'observe un risque de surendettement au niveau de la cible PME. La stratégie de gestion de risque adoptée consiste soit à exiger des garanties plus importantes, soit à viser des clients disposant d'une meilleure capacité d'absorption. Dans le premier cas, les garanties exigées dépassent de trop loin les montants sollicités (5 000–6 000USD), ce qui amène à porter le montant à un plancher de 10 000USD. Dans le second cas, les entreprises pouvant absorber des crédits de plus 50 000USD disposeraient en général d'une certaine marge résiduelle en terme de capacité de remboursement (après considération de leurs autres engagements financiers).

Les informations obtenues¹⁵ sur le portefeuille de deux banques font état de 18 emprunteurs pour un encours de 1,2 millions USD dans un cas et de 800 000USD pour 6 emprunteurs dans l'autre banque. Au niveau d'une troisième banque, le volume de l'encours crédit est de 20 millions de dollars américains pour environ 600 emprunteurs, ce qui donne un crédit moyen d'environ 35 000USD.

Tableau 15 : Données du portefeuille de quelques institutions financières à Lubumbashi à fin 2013

Institutions financières	Dépôt (million USD)	Crédit (million USD)	% crédit sur le PF global
BIAC	143	68	28%
BIC	78	44	28%
ProCredit	50	16	21%
TMB	262	126	61%
Rawbank	227	80	28%
Finca	35	10	33%
Tujenge	5	1,4	100%

Source : Extrait Rapport "Etude de marché PME Lubumbashi", FPM, novembre 2014

¹⁵ Données approximatives fournies par les responsables d'agences rencontrées. Il n'a pas été possible d'obtenir des données officielles

Au niveau des institutions de microfinance, l'encours crédit à fin avril 2015 dans l'une d'elle est de 6 254 000 USD pour 7 326 emprunteurs actifs (encours moyen de 850USD) et dans une autre structure il est seulement de 190 000 USD.

La couverture géographique des structures de microfinance à Lubumbashi se présente comme suit :

- FINCA dispose de 3 agences : 1 au centre-ville, 1 dans la commune de la KAMPEMBA (au quartier Bel-Air) et 1 dans la commune KATUBA ;
- TUJENGE dispose de deux agences, une (siège) dans la commune de Lubumbashi et l'autre dans la commune de la KENYA ;
- HOPE ne dispose que d'une agence, son siège sise au centre-ville.

FINCA s'est implantée à Lubumbashi depuis 2008, et HOPE depuis 2005.

L'offre existe donc, au moins en terme de présence des institutions financières. Mais lors qu'on compare le portefeuille des institutions présentes à l'effectif de MPME opérationnelles et à la demande potentielle, on se rend compte que le gap est important : le marché est vierge.

Le marché de Lubumbashi devient plus important notamment en raison de l'expansion de la ville (nouveaux quartiers) et de l'accroissement de la population. Selon certains cadres de banque installés depuis une dizaine d'années, il y a plus que par le passé un grand intérêt pour les institutions financières à financer le secteur agro-pastoral.

Aperçu sur l'offre de Produits et Services

Au niveau des banques, les services les plus sollicités par les clients sont les lignes de crédit et les découverts. Des crédits classiques sont octroyés avec des maturités pouvant aller à 3 ans.

Au niveau des structures de microfinance, l'offre est assez spécifique à chaque structure. HOPE fait des prêts de groupe dont la taille (nombre de membres) varie entre 15 et 25 personnes. Le montant plafond du crédit est de 450USD par membre pour une durée de 4 mois. Mais, le plafond a été relevé et il y a actuellement¹⁶ des emprunteurs ayant obtenu 2 500USD.

Le tableau 16 ci-dessous donne quelques caractéristiques des produits de crédit proposés par d'autres institutions financières.

¹⁶ Lors de la réalisation de phase terrain en mai 2015

Tableau 16 : Caractéristiques du crédit aux PME

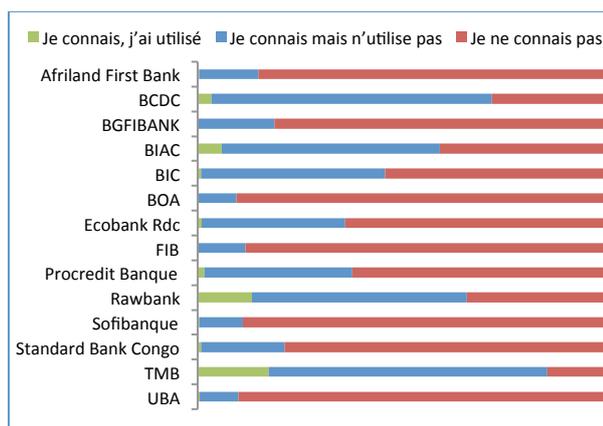
	Montant (millier USD)		Maturité (mois)		Taux d'intérêt/an	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max
BIAC	5	500	6	36	14%	24%
BIC	5	200	4	24	8%	24%
PCB	10	2 000	6	60	14%	30%
TMB	2	1 500	6	36	14%	36%
Raw Bank	5	250	4	12	14%	24%
Finca	1	100	3	18	14%	48%
Tujenge	0,5	40	5	12	18%	60%

Source : Extrait Rapport Etude de marché PME Lubumbashi, FPM, novembre 2014

Notoriété & Part de marché

Le graphique 16 ci-dessous montre la notoriété des banques présentes dans la province ou que les responsables des MPME interrogées ont déclaré connaître.

Graphique 16 : Notoriété de quelques banques

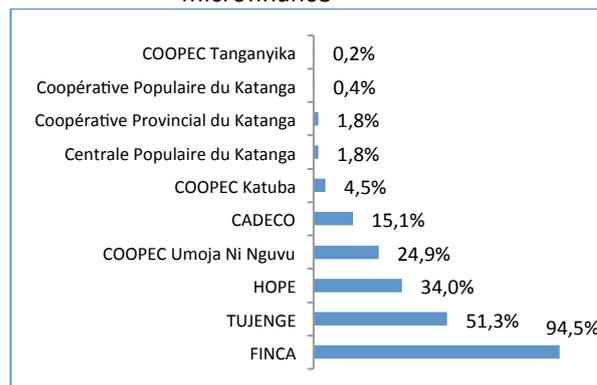


Source : Enquête FPM, juin 2015

La BCDC est la plus connue avec 69% des personnes interrogées, talonnée par TMB avec 68%, suivie de BIAC et RAWBANK connues à égalité de 53% des enquêtés. En ce qui concerne l'utilisation, c'est par contre TMB qui vient en tête avec 17%¹⁷ des personnes interrogées, suivie de RAWBANK avec 13%, puis de la BIAC avec 6%. La BCDC et ProCredit occupent les 4^{ème} et 5^{ème} rangs avec 3,3% et 1,5%. Par approximation, on pourrait dire que ces 5 banques se partagent 40% de marché.

¹⁷ L'écart important entre les pourcentages de personnes qui connaissent et celui des personnes qui utilisent est dû au fait que peu de MPME s'adressent aux institutions financières est très faible (cf. Section "Demande de crédit")

Graphique 17 : Notoriété de quelques structures de microfinance



Source : Enquête FPM, juin 2015

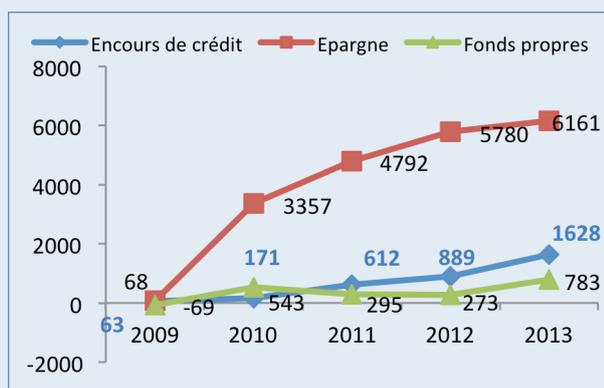
En ce qui concerne les institutions de microfinance, FINCA est citée par 94,5% des personnes interrogées, TUJENGE par 51,3% et HOPE par 34%. En termes d'utilisation effective des produits et services, 9% des MPME disent avoir été (ou sont) clients à FINCA, 6% à TUJENGE et 1% à HOPE. Selon le rapport d'activités 2012 de la BCC, **FINCA détient 89,3% de part de marché tandis que les deux COOPEC se partagent 10,7% (sur la base du total bilantaire).**

Données de la BCC sur le secteur de la microfinance dans la Province du Katanga

Les chiffres et analyses de la BCC se sont basés sur les données de 2013, deux années avant la présente étude, mais ils donnent une situation approximative officielle de la microfinance dans la Province.

- ▶ Total bilantaire des structures de microfinance de la province : 7 528 345 USD (accroissement de 24,2% par rapport à 2012, et de 14,9% entre 2011 et 2012).
- ▶ Les Institutions du Système Financier Décentralisé (ISFD) de la Province ont réalisé un résultat net positif de 27 987 USD en 2013 contre 13 922 USD en 2012.
- ▶ Les valeurs disponibles se sont élevées à 3 886 103 USD à fin décembre 2013 dégageant une baisse de 3,5% alors qu'une année plus tôt, elles étaient de 4 026 410 USD avec une hausse de 30% par rapport à 2011.
- ▶ La liquidité immédiate s'est fixée à 23,4% contre le plancher réglementaire de 20% et le taux d'encaisses oisives s'est situé à 51,6% largement au-dessus de la norme de 20%.
- ▶ L'encours de crédit a connu un accroissement de 83,1% (contre 45,2% entre 2011 et 2012), passant de 888 967 USD en 2012 à 1 627 713 USD en 2013. En dépit de cette augmentation, l'encours crédit n'a représenté que 21,6% du total bilantaire, largement inférieur à la norme d'au moins 70%.
- ▶ L'épargne mobilisée s'est chiffrée à 6 160 903 USD en 2013 avec un accroissement de 6,6% par rapport à 2012.
- ▶ Les fonds propres de l'ensemble des structures de microfinance de la Province se sont fixés à 782 775 USD représentant un accroissement de 186,3% à fin décembre 2013.

Graphique 18 : Evolution de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres (en milliers USD)



Source : Rapport d'activités microfinance 2013, BCC

L'évolution comparée de l'encours de crédit, de l'épargne et des fonds propres a indiqué une forte augmentation de l'encours de crédit. Cependant, la transformation l'épargne en crédit reste encore insignifiante, justifiant ainsi le niveau élevé du ratio des encaisses oisives. Par ailleurs, bien que les fonds propres aient connu un accroissement sensible, le taux de capitalisation demeure encore faible.

Opportunités d'investissement

L'analyse comparée des résultats de l'étude de l'offre et de la demande en produits et services financiers fait ressortir les principaux points suivants, assortis le cas échéant des implications ou recommandations pour lever les contraintes à l'implantation d'institutions financières dédiées aux MPME.

- La FEC Katanga offre bien des services d'appui aux entreprises membres y compris des formations mais ces dernières sont payantes. La cotisation annuelle est de l'ordre de 500USD minimum pour les microentreprises.
- La culture entrepreneuriale est encore jeune mais avec les promoteurs sont dynamiques et capables de mobiliser les ressources nécessaires à leurs activités. Ils n'envisagent pas d'importants investissements dans l'activité et estiment n'avoir pas un besoin important de crédit.
- Très peu de MPME a eu recours à des crédits auprès d'institutions financières ces dernières années. Elles ne sont pas relativement enthousiastes à solliciter des crédits, et ce pour des raisons liées à l'accessibilité : Manques d'informations, auto-évaluation d'une faible capacité de remboursement, procédures longues et compliquées.
- Cette grande majorité des MPME (80%) ne faisant pas la démarche d'obtention de crédit constitue un potentiel énorme pour le développement des produits et services financiers.
- Bien que des cas de cavalerie financière et de surendettement ont été signalés, un bon comportement de remboursement s'observe, se traduisant par des PAR tout à fait satisfaisants par rapport à d'autres régions du pays. Selon le rapport d'activités 2013 de la BCC, le PAR a un « bon niveau » et s'est fixé à 4,1% pour l'ensemble des institutions du système financier décentralisé de la province.
- Les résultats de l'enquête en ce qui concerne la capacité d'épargne corroborent les chiffres de 2012 publiés par la BCC : il existe dans la province du Katanga un potentiel et une pratique d'épargne remarquables et en constante croissance.
- Une dizaine de banques sont implantées dans la province du Katanga et couvrent une douzaine de villes et localités. Celles qui visent les MPME ont relevé leur plancher de crédit à 10 000 USD,

ce qui exclut de facto la majorité des micro entreprises. 91% des entreprises enquêtées, toutes catégories confondues, envisagent solliciter des crédits de 10 000 USD.

- Les structures de microfinance couvrent bien ce segment de microentreprises avec des besoins de crédit relativement faibles mais le cumul des emprunteurs actifs et de l'encours crédit reste assez faible. L'encours moyen dans la plus grande des 3 structures est de 850 USD tandis qu'ailleurs il est de 450 USD.
- Les 3 structures de microfinance présentes dans la province ne sont opérationnelles que dans les principales villes et ce, uniquement dans quelques communes. Plusieurs marchés intéressants pour la microfinance ne sont pas couverts, laissant ainsi le champ libre aux structures informelles ; c'est le cas des localités de Fungurume, Kasumbalesa, Likasi et Dilolo. A Lubumbashi, certaines communes à forte activité économique ne sont pas couvertes directement (agences) par les structures financières.

Les institutions financières ont donc une opportunité pour développer quantitativement et qualitativement leurs portefeuilles.

Pour les banques actuelles, il s'agira de :

- définir une stratégie de développement d'un segment MPME;
- recruter et/ou former des chargés de clientèle dédiés à ce segment ;
- mettre en place des procédures et outils d'analyse des risques spécifiques à ce segment.

Pour les structures de microfinance, la pénétration de ce marché pourrait se faire à travers :

- le rapprochement de la clientèle avec l'ouverture d'agences dans les bassins d'activité autres que le centre-ville pour Lubumbashi d'une part, et dans les autres localités d'autre part. Il s'agit de fournir des services de proximité afin d'éviter le renchérissement des coûts pour le client (frais de transport notamment).
- Amélioration de la qualité de service (écoute client, gestion des files d'attente, délais d'instruction des demandes, etc.) ;
- Communication sur les produits et services et les conditions d'éligibilité ;
- Mise en place de services non financiers notamment la formation sur l'éducation financière, la gestion de micro entreprise, la tenue de la comptabilité élémentaire, l'élaboration de plans d'affaires sommaires afin de renforcer chez les promoteurs les capacités de planification et de gestion de l'activité.

Coûts de l'implantation

Libellé	Lubumbashi	Kolwezi	Kalemie
IMMOBILIER			
Bail de Bureau par mois	Varie entre 500 USD à 2500USD	Varie de 400 à 2300USD 5 à 10 mois	Varie entre 200 USD à 1500USD
Garantie locative	3 à 6 mois	3 à 10 mois	3 à 36 mois
Bail de logement par mois	Varie de 600 USD à 3000USD	Varie de 300USD à 1500USD	Varie de 100 USD à 1000USD
Garantie locative	3 à 7 mois (compris 1 mois anticipatif)	3 à 12 mois (compris 1 mois anticipatif)	3 à 36 mois (compris 1 mois anticipatif)
Achat parcelle	Varie entre 80000USD à 150000USD Dimension : 25X20m ² Commission : 10 %	Varie de 120000USD à 280000USD Dimension : 40X60 m ² Commission : 10 %	Varie entre 40000 USD à 150000USD Dimension : 25X20m ² Commission : 10 %
Achat immeuble	Varie entre : -450000USD, Dimension : 30X40 m ² -40000USD, Dimension : 25X25m ² -120.000USD à 180.000USD, Dimension 60X40m ² -Commission : 10%	Varie de 150000 USD à 300.000USD Dimension : 40 X60 m ²	Varie entre selon le standing du milieu : Varie de 50000USD à 92000USD Commission : 10%
HEBERGEMENT			
Appartement/Suite	1000 - 2000USD	Varie de : 200USD à 350USD	250USD à 1000USD
Chambre VIP/Deluxe	80USD à 300USD	93USD à 170USD	80USD à 300USD
Chambre Standard	50USD à 200USD	60USD à 80USD	30USD à 100USD
Chambre double	90USD à 225USD	25USD à 50USD	100USD à 300USD
CONSTRUCTION			
Bâtiment à usage de Bureau	450 USD par m ²	1410USD par m ²	430 USD par m ²
Chambre forte	500USD à 650USD par m ²	1880 USD par m ²	400 USD par m ²
Rénovation bâtiment	550USD par m ²	160 USD par m ²	230USD par m ²
Aménagement/Réaménagement	350USD à 400USD par m ²	610 USD par m ²	400USD par m ²
MATERIAUX DE CONSTRUCTION			
Ciment	15.5USD à 16.5USD	17USD à 19USD	17USD
Carreau	25USD à 40USD par carton		35USD à 50USD par carton
Sable	520USD à 600USD / camion		1.6USD par Brouette
Briques	0.16USD/brique		0.3USD/brique
Tôle	12USD/ tôle	10USD à 21 USD	20USD/ tôle
Bois Equarré	3USD par bois		9USD par bois
Moellon	700USD par camion		
Gravier	730USD à 800USD / camion		
TRANSPORT TERRESTRE			
Taxi-moto	0.55USD	0.55USD	0.2USD
Taxi-voiture	3.3USD	3USD	0.3USD
Location véhicule (24h)	Type berline : 10USD Type 4X4 : 50USD	10USD/h 150USD à 300USD	Type berline : 10USD/h
APPROVISIONNEMENT EN CARBURANT			
Fréquence d'approvisionnement	1 fois/mois		1 fois/mois
Heures d'ouverture	De 5h à 00 h	6 h 00 à 23 heures	De 5h à 00 h
Nombre de pénurie	0		0
Durée moyenne d'une pénurie	0	Par mois 8, par an 75	0
Essence prix à la pompe par	1.4USD à 1.6USD	1.7USD	1.78USD

litre			
Mazout (Gasoil) prix à la pompe par litre	1.5USD à 1.58USD	1.6USD	1.73USD
ENERGIE ELECTRIQUE (SNEL)			
Coût abonnement par ampérage	51USD Coût d'abonnement, Coût du KWh : 0,002USD	200 USD	51USD Coût d'abonnement, Coût du KWh
Domestique	51USD, Coût d'abonnement, Coût du KWh : 0,11USD	250 USD	51USD, Coût d'abonnement, Coût du KWh
PME	500USD, Coût d'abonnement	500 USD à plus	1250USD à 1506USD, Coût d'abonnement
Durée avant d'être connecté	Entre 4 à 6 mois	2 à 10 jours suivant le cas	Au moins deux semaines
ENERGIE ELECTRIQUE (Groupe Electrogène)			
Groupe Electrogène	<ul style="list-style-type: none"> –Yamaha (Puissance 10KVA) : 12000 USD (compris la maintenance et l'installation) –Visa (Puissance 45 KVA) : 22200USD (compris la maintenance et l'installation) –Iveco (Puissance 60 KVA) : 20000USD (compris la maintenance et l'installation) 	<ul style="list-style-type: none"> –19450USD (Modèle SMD de 20 KVA compris la maintenance et l'installation) –17840 USD (Modèle SDMO de 22 KVA (compris la maintenance et l'installation) –16750USD (Modèle Roland de 24 KVA (compris la maintenance et l'installation) 	<ul style="list-style-type: none"> –3.000 USD (Modèle Hony 5KVA, la maintenance et l'installation) –1500USD (Modèle Sky Max de 3 KVA, la maintenance et l'installation)
ENERGIE SOLAIRE			
Caractéristiques : 20W+batterie+2 Ampoules (12V)	250USD (compris la maintenance et l'installation)	800USD à 900USD (compris le frais d'installation et la maintenance)	320USD (compris la maintenance et l'installation)
40W+Batterie+6 Ampoules (12V)	450USD (compris la maintenance et l'installation)		350USD (compris la maintenance et l'installation)
80W+Batterie+ 6 Ampoules (12V)	620USD (compris la maintenance et l'installation)		150USD (compris la maintenance et l'installation)
100W+Batterie+ 150 Ampoules	850USD (compris la maintenance et l'installation)		
REGIE DES EAUX (REGIDESO)			
Raccordement au réseau : Domestique PME Industriel	<ul style="list-style-type: none"> 51,1USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0.025USD 51,1USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0,025USD 51,1USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0,025USD La durée de connexion est de 48 heures	<ul style="list-style-type: none"> En ville (1 à 10 m³) pour 0,69USD 11 à 25 m³ pour 0.83USD 26 à 40 m³ pour 0.96 USD 	<ul style="list-style-type: none"> 300USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0,499USD 200USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0,499USD 1000USD Coût de raccordement, Coût/m³ : 0,499USD La durée de connexion est de 4 mois
EQUIPEMENTS DE VIDEO SURVEILLANCE			
Camera : WP-521 H7/CCD, Couleur, PAL TVL : 700TVL SONY Ecran divisionnel	<ul style="list-style-type: none"> 250USD (compris la maintenance et l'installation) 300USD à 900USD (compris la maintenance et l'installation) 	<ul style="list-style-type: none"> 270 USD (compris les frais d'installation et maintenance) 600 USD (compris les frais d'installation et la maintenance) 	Rien à signaler
AGENCES DE SECURITE/SOCIETE DE GARDIENNAGE : (Coût, Couverture géographique)			
1. Falcon 2. Twenty (20 security)	200 Agents, nationale, 250USD/Agent	340 Agents, nationale, 320USD/Agent	200 Agents, nationale, 250USD/Agent

3. JKM Security	500 Agents, nationale, 280USD/Agent	241 Agents, nationale, 300USD/Agent	500 Agents, nationale, 280USD/Agent
4. HIGH PROTECT SECURITY			
5. POMBO ONE	275 Agents, nationale, 259 USD/Agent	190 Agents, nationale, 250 USD/Agent	275 Agents, nationale, 259 USD/Agent
6. MAGENYA		194 Agents, nationale, 250 USD/Agent	
7. KAT Sécurité	443 Agents, nationale, 300USD/Agent	294 Agents, nationale, 300USD/Agent	443 Agents, nationale, 300USD/Agent
8. GAS			
9. MAMBA	315 Agents, nationale, 240 USD/Agent	150 Agents, nationale, 200 USD/Agent	315 Agents, nationale, 240 USD/Agent
10. Start Security Service			
CONNEXION INTERNET			
1. Global Broad band solution :	11.000USD : Prix d'installation, 290USD/mois	Micocom-net : 900 USD de Coût d'installation et consommation	11.000USD : Prix d'installation, 290USD/mois
Antenne V sat1-8	520USD, Prix d'installation ,150USD/mois	Vodanet /Servive Orange : 200 USD de coût d'installation,	520USD, Prix d'installation ,150USD/mois
Antenne wibox+moniteur	299USD : Prix d'installation, 5GB/50USD		
2 Fast net :	210USD : Prix d'installation, 5GB/50USD		
Antenne IDU	125USD : Prix d'installation, 5GB/50USD		
Câble VTP			
Câble USB			
SUPPORT DE COMMUNICATION			
1. Publi inter :	120USD (compris le prix d'installation)	220 USD (compris le frais d'installation),	
Panneau en plexiglas (lumineux m ²)	25USD	620 USD	
Bâche imprimée (structure simple m ²)	35USD à 50USD	370 USD	
Affiches géantes (superstructure m ²)			